

L'identité raciale et nationale, ça se fabrique !

Christophe Patillon
<http://patsy.blog.free.fr/>



Grève des travailleurs immigrés aux usines Talbot 1984



Les Ami-es de May
Saint Nazaire
29 avril 2023

L'identité raciale et nationale, ça se fabrique !

Lorsqu'on m'a proposé d'intervenir sur la question de l'identité dite « raciale » et de l'identité dite « sociale », et de la place de l'une et l'autre dans les débats contemporains, j'ai accepté sans avoir la ferme conviction d'être très pertinent sur ces questions, même s'il s'en est fallu de peu que je sois un racisé. Mon père est en effet un bâtard de l'Empire, un métis. Il est né au fin fond de la jungle laotienne, est arrivé à 9 ans en France sans maîtriser un mot de français et s'est castagné régulièrement avec les gamins de son âge qui le traitait de sale jaune. Il s'est marié et a eu deux enfants. Je suis donc un quarteron.

Ma sœur, très typée, s'est fait traiter de chinetoque quand elle était en primaire, mais pas moi. Cela s'appelle, je crois, les hasards de la génétique. Je suis l'heureux père d'une fille suffisamment typée pour se faire traiter de « sale arabe » et d'être privée d'autorité de porc à la cantine, vue que ses copines, Maghrébines, n'en mangent pas.

Passons...

Je ne vous parlerai ni des Indigènes de la République, ni de la polémique qui a secoué le landerneau intellectuel en 2021 à la suite du livre de Beaud et Noiriel intitulé « Races et sciences sociales ». J'avoue avoir peu de goût pour les écrits polémiques, les phrases assassines, la quête du buzz ou je ne sais quoi d'autres.

Je vous propose de prendre des chemins de traverse et de voir comment se créent les identités à l'époque contemporaine, autrement dit lorsque la forme État-nation devient hégémonique et que les systèmes censitaires, qui faisaient des classes populaires des citoyens de seconde zone dépourvus du droit de vote, disparaissent.

La fabrique de la nation iranienne

Au début du 20^e siècle, en Iran, l'élite intellectuelle dresse un constat très dur de la situation du pays : les masses sont crédules et ignorantes, l'élite politique est corrompue et avide, le pouvoir est faible et sous influence étrangère, les traditions religieuses sont des freins au développement. Tous plaident, peu ou prou, pour un État autoritaire, pour un **despotisme éclairé**. Pour Seyyed Hassan Taqizâdé, « la tâche première de tous les patriotes iraniens est l'adoption et la propagation sans condition de la civilisation européenne en Iran, une soumission totale à l'Europe, l'acceptation des us et coutumes, de l'organisation, des sciences, des savoir-faire, de la vie de l'Europe ». L'Europe est le phare du monde.

Pour d'autres, comme Hossein Kazemzâdé, la nécessaire modernisation du pays doit lier science et morale : « Quelle différence entre la vie des moutons et des bœufs qui sont conduits chaque jour au pâturage par un berger et celle de ces millions d'individus qui sont acheminés chaque matin vers les usines où ils sont contraints à travailler comme une machine ou un animal et qui, harassés et désorientés, rentrent le soir chez eux ou dans une taverne pour reprendre le lendemain le même travail ? En raison de cette civilisation, tout le monde est plongé dans la cupidité (et) chacun piétine le droit de l'autre. »

Au motif de désappointement : pour la plupart des Iraniens, l'attachement à un territoire commun appelé nation n'a aucun sens. Le comte de Gobineau, un des pères de la pensée raciale, s'en était étonné lors de son séjour en Perse dans les années 1860 : « L'indépendance nationale ne leur tient pas à cœur. Ils ne sont pas attachés et ne l'ont jamais été depuis l'islamisme à leurs dynasties ; ils les voient naître et tomber avec la plus complète indifférence et se soucient très peu que le gouvernement qui les domine soit composé de leurs compatriotes ou d'étrangers. »

Pour Kazemzâdé, « l'Iran ne peut assurer son propre bonheur et celui de l'Humanité qu'en disposant d'une **civilisation propre à lui**. » Les élites intellectuelles vont alors se lancer dans le grand chantier de **la construction de l'identité nationale** : exaltation de la grandeur pré-islamique

de l'Iran, minorisation des influences turques et arabes, exaltation de la **race aryenne**, race pure destinée à régner sur le monde, épuration du persan, rejet des multiples dialectes locaux.

Définir ce qu'est un Iranien, c'est en conséquence pointer un doigt sur celui qui ne l'est pas, ou pas tout à fait, ou pas complètement : « Le récit identitaire a pour tâche de définir le groupe, de le faire passer de l'état latent à celui d'une « communauté » dont les membres sont persuadés d'avoir des intérêts communs, d'avoir quelque chose à défendre ensemble » (Denis Constant-Martin (sldd), *Cartes d'identité – Comment dit-on « nous » en politique ?*, FNSP, 1994).

Abandonnons l'Iran pour l'Allemagne national-socialiste.

Les nazis, et avec eux nombre d'Allemands qui ne l'étaient pas, détestaient de façon pathologique les Juifs. Le « peuple élu » représentait pour certains le peuple décide, autrement dit ce peuple qui préféra sauver de la crucifixion Barrabas le voleur et non le Messie ; pour d'autres, les Juifs, parce que peuple diasporique, étaient portés à défendre leurs intérêts communautaires, au lieu de faire leurs intérêts de leur Nation respectives ; pour d'autres encore, ils incarnaient aussi bien le capitalisme financier international, immoral, que les idéologies destructrices de l'ordre naturel tout aussi immorales puisque remettant en question la propriété privée, le respect dû aux élites, la sacro-sainte famille etc. ; les Juifs incarnaient tout aussi bien la grande bourgeoisie arrogante et boursicotieuse que l'élite intellectuelle des professeurs et des médecins ou le Juif pouilleux et misérable de l'Europe de l'Est.

On pourrait penser que sur cette question fondamentale (Comment débarrasser la Nation de l'influence néfaste des Juifs ?), les nazis aient présenté un front uni puisque le but affiché était d'éliminer tout sang juif du corps du peuple allemand. Il n'en fut rien. Au sein du parti nazi, le conflit le plus violent tourna autour d'une question à l'apparence simple, mais en fait terriblement compliquée : qu'est-ce qu'un Juif ? Car si l'on veut discriminer un citoyen parce qu'il est ceci ou cela, on est mis dans l'obligation d'être extrêmement précis dans la définition juridique du ceci et du cela ; sinon, on prend le risque de s'exposer à d'incessantes requêtes de la part de citoyens, refusant l'assignation identitaire dont ils sont victimes.

Deux écoles se sont affrontées violemment pendant des années. La première école défendait l'idée de contamination raciale, d'imprégnation. Cette école considérait que lors d'un acte sexuel entre un Juif et une Aryenne, le sperme absorbé par le corps féminin finissait par empoisonner le sang, autrement dit par le rendre **impure définitivement** : l'Aryenne était donc enjuivée sans le savoir. Ainsi, quoi qu'elle fasse, l'Aryenne ayant couché ne serait-ce qu'une seule fois avec un Juif, ne pouvait mettre au monde plus tard que des bâtards, des métis, quand bien même le géniteur serait un pur Aryan. Il faut donc proscrire tout rapport sexuel entre personnes de « races » différentes pour préserver le sang national. Anecdote significative des mœurs de l'époque : il sera interdit aux couples juifs d'embaucher des domestiques aryennes en âge de procréer...

Pour les partisans de la biologie raciale, les idées défendues par l'école de la contamination raciale ne sont pas très scientifiques. Ils se moquent de l'idée d'enjuivement par le sperme en soulignant que si une Aryenne peut être ainsi enjuivée, logiquement, une juive peut être aryanisée par de la semence aryenne, ce qui pourrait rendre utile la fornication inter-raciale !... Pour ces scientifiques, l'appartenance raciale d'une personne est déterminée par son **hérédité** et non par ses activités sexuelles antérieures.

En 1935, lors du congrès du Parti nazi et à la demande express d'Hitler, les deux écoles vont se livrer une lutte âpre pour définir qui est Juif et qui ne l'est pas, ou pas totalement, qui doit être ostracisé et qui ne doit pas l'être ou pas totalement. Je me garderai bien de vous faire l'histoire extrêmement complexe du statut du Juif, du demi-Juif, du quart-Juif, du conjoint de Juif sous l'Allemagne nazie. Gardez en mémoire ceci : il y a une sorte de **folie classificatoire**, une volonté chez les Nazis de **rationaliser leur haine** ; c'est d'ailleurs ce qui fera la singularité du génocide juif : son organisation scientifique, industrielle, bureaucratique, en un mot, moderne. Mais les Nazis n'ont rien inventé : l'Espagne à l'époque moderne et de l'Inquisition faisait de la pureté du sang

une source de distinction sociale ; et aux États-Unis, dans les États du sud ségrégationniste, était considéré comme noir tout individu, **quelle que soit sa couleur**, qui comportait dans son ascendance, à quelque degré que ce soit, une personne désignée comme noire », par exemple un arrière-arrière grand-père. Hitler avait trouvé là un modèle pour sa politique raciste.

Abandonnons l'Allemagne nazie pour la Babel libanaise.

Le Liban est une mosaïque de communautés et une république parlementaire à démocratie confessionnelle. Pour aller vite, disons qu'il n'y a pas de « citoyens » au Liban, au sens où nous l'entendons habituellement, mais des Chrétiens, des Sunnites, des Chiites, des Druzes qui se rendent aux urnes et apportent massivement leurs suffrages à ceux qui se présentent comme les représentants légitimes de leur communauté respective. Il n'y a pas de « citoyens », au sens libéral du terme, mais des clientèles électorales captives qui se mettent sous la protection d'un chef, votent et attendent en retour que celui-ci leur permette de vivre mieux au quotidien. **Confessionnalisme** et **clientélisme** sont les deux piliers du système politique libanais.

Le repli communautaire est alimenté par la pauvreté grandissante dans un pays où les moyens de se protéger de la misère ne sont pas fournis par un État déliquescant et corrompu, mais par la famille proche et la communauté religieuse. Cela permet aux élites dirigeantes communautaires de récupérer politiquement les couches les plus pauvres de leur communauté par l'intermédiaire des **services sociaux privés**. C'est le cas par exemple du Hezbollah qui creuse des puits, tient des écoles et des hôpitaux, assure la distribution d'eau potable et d'électricité dans les zones qu'il contrôle. Un véritable État dans l'État.

Traversons la frontière et gagnons l'État d'Israël.

La **judéité de l'État** est une concession accordée par les sionistes, dont l'aile majoritaire était socialiste et laïc, aux ultra-orthodoxes lors de la création de l'État. en 1948. Depuis cette date, le poids du religieux dans l'espace public est devenu de plus en plus important.

Dans le droit israélien, depuis 1970, est Juive toute personne née de mère juive ou convertie au judaïsme et n'appartenant pas à une autre religion. Cette définition est importante puisque tout Juif ainsi défini a le droit d'émigrer en Israël. Cette définition fut l'objet d'affrontements entre l'État et certains courants religieux qui voulaient être plus stricts sur les conversions car beaucoup de Juifs russes arrivés après 1989 n'étaient en rien religieux et avaient même contracté des mariages mixtes. Ils étaient donc très différents de ceux qui étaient parvenus à migrer dans les années 1970 comme Avigdor Liberman, juif moldave arrivé en 1978 et leader d'Israël Beytenou, formation d'extrême-droite raciste.

Le problème est qu'un quart de la population israélienne n'est pas juive. 20% des citoyens israéliens sont des Arabes, autrement dit des Palestiniens. Ils ont la citoyenneté parce qu'ils étaient présents sur le sol de l'État au moment de sa proclamation en 1948, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas fui ou été chassés de leurs terres par les combats.

Le droit israélien établit en fait une **distinction entre la citoyenneté israélienne et les nationalités, auxquelles sont attachés des droits spécifiques**. Les citoyens arabes ne sont pas soumis à la conscription militaire obligatoire [Ils ne sont pas convoqués mais ils peuvent demander à être enrôlés. Certaines allocations familiales sont versées en cas d'accomplissement du service militaire]. Les possibilités de regroupement familial sont de plus en plus réduites ; une loi de 2006 prive le conjoint palestinien d'un Arabe israélien de l'accès à la citoyenneté israélienne.

Le Fonds national juif gère les terres achetées avant l'Indépendance et les terres dites abandonnées par les Palestiniens à partir de 1948. Ces terres sont la « **propriété perpétuelle du peuple juif** » et ne peuvent être louées qu'à des Juifs.

Les Arabes israéliens sont considérés et se vivent comme des **citoyens de seconde zone**. Ils sont toujours discriminés à l'embauche et marginalisés socialement (50% de la population arabe vit dans la pauvreté), tout comme le sont les Falasha, juifs originaires d'Éthiopie que l'État est allé chercher en 1984 et 1991, pour les sauver de la famine et du chaos. En mai 2015, il y a eu de violents affrontements entre les Falashas en colère et les forces de l'ordre israéliennes. Les motifs

de la colère étaient simples : chômage, pauvreté, discriminations diverses, racisme. Les falashas forment, avec les Arabes israéliens et une partie des Juifs dits orientaux un sous-prolétariat que l'on exploite ou que l'on laisse végéter dans la misère.

Il ne faut pas oublier que le sionisme, comme idéologie et mouvement n'est pas né sur les rives du Jourdain mais au cœur de l'Europe. Il n'était pas porté par les juifs religieux mais par une fraction de la communauté juive, laïque de cœur et d'esprit. Le projet était politique et marqué par son époque (celle du modèle état-nation et du colonialisme triomphant) : les Juifs devaient avoir un État à eux, n'importe où, pour vivre en paix, loin des antisémites et loin de l'antisémitisme. Theodor Herzl réclamait des États européens, y compris de l'Empire ottoman, qu'ils lui donnent une terre, la Palestine n'étant alors qu'une option, à charge pour les Juifs de la féconder par leur travail.

Aux Juifs religieux, traditionalistes, faiblement éduqués, les sionistes opposaient le culte du progrès technique et culturel, de la Modernité à la base de tout projet colonial sérieux ; et dans ce cadre de pensée, l'espace arabo-musulman ne pouvait être que barbarie, sauvagerie, indolence, fatalisme et superstitions. L'État juif créé, les gouvernements successifs s'employèrent à rallier à la cause sioniste les Juifs orientaux disséminés çà-et-là. Une fois ces mizrahim de retour en Terre promise, l'État dominé par des sionistes de gauche, laïcs, socialisants s'est efforcé de les « désarabiser ».

Israël s'est toujours pensé comme un État européen au cœur du Moyen-Orient et a toujours considéré que les Juifs étaient « plus proches les uns des autres que des cultures auxquelles ils appartenaient. Les Juifs-arabes ou Arabes-Juifs devaient devenir des Juifs avant tout. Simple clientèle électorale pour les élites ashkénazes de gauche et de droite, ils sont devenus la clientèle électorale privilégiée de la droite israélienne qui ne parvenait pas à ravir le pouvoir à la gauche travailliste. Les proscrits d'hier parce que trop religieux incarnent aujourd'hui l'Israélien-modèle, fier de sa judéité.

Prenons la direction de la Sibérie occidentale, dans une région traversée par un fleuve, le Kazym, une terre de lacs et de marécages parcourue par des troupes de rennes et par des peuples de chasseurs-éleveurs-pêcheurs : les Khantys, les Nenets et les Komis.

Pour les fonctionnaires soviétiques en poste en Sibérie occidentale au lendemain de la Révolution russe, les mœurs, les cultures et coutumes des Kanthys et autres Nenets témoignent de leur arriération. Le devoir du nouveau pouvoir est de les en sortir car **nul peuple ne doit rester en dehors du socialisme**.

Pour les Khantys et autres Nenets, le rapport avec les Russes, avant et après 1917, se limitait au commerce des fourrures, des rennes ou des fruits de la pêche et au paiement des impôts. Pour le reste, ils veillaient jalousement à ce que les Russes n'interviennent pas dans leurs modes de vie et leurs croyances.

Au début des années 1920, les officiels soviétiques chargés d'organiser l'intégration sociale et politique des Khantys et autres Nenets ont une approche paternaliste de leur mission. Même s'ils voient en eux des « enfants » à l'hygiène déplorable et aux mœurs d'un autre âge, ils considèrent qu'ils doivent « **prendre en charge leur propre développement** », et que l'État soviétique doit les aider dans cette tâche. Lorsque Staline s'empare définitivement du pouvoir en 1928, les choses changent radicalement.

Un constat s'impose : l'approche paternaliste n'a pas porté les fruits attendus. Khantys et Nenets ne s'intéressent pas à la construction du socialisme et à l'activité des soviets, se méfient des médecins comme des vétérinaires. Ils refusent énergiquement la scolarisation de leurs enfants, restent attachés à leurs chamanes et à leurs chefs de clans.

Les nouveaux fonctionnaires vont essayer alors d'écartier chamanes et chefs de clan, d'imposer de nouveaux chefs, ce qui va provoquer la révolte des Khantys. Les Soviétiques vont s'employer à pourchasser les coupables, châtier les insurgés et au-delà ramener l'ordre c'est-à-dire : **déporter, sédentariser et désarmer les populations, scolariser les enfants, accentuer la collectivisation...**

Mais ce conflit n'est pas un conflit entre partisans et ennemis du socialisme. **La structure sociale des Khantys ou des Nenets n'est pas classiste mais clanique** ; s'ils connaissent la différenciation sociale, ils ne connaissent pas les classes sociales ni la lutte des classes, et pas plus la propriété privée de la terre puisque ce n'est pas l'individu mais le clan qui dispose de sa propre zone de pâturage, de chasse et de pêche. Khantys et Nenets ne désiraient en fait qu'une chose du pouvoir soviétique : qu'il les laisse en paix sur leurs terres, avec leurs croyances religieuses, leur droit coutumier, leurs modes de vie. Mais un État-nation peut-il accepter facilement une telle diversité ?

Gagnons l'Afrique, la Côte d'Ivoire.

Longtemps ce pays fut présenté comme un pays-modèle, plus riche et moins répressif que ses voisins, et aussi « indépendant » qu'il lui soit permis de l'être. C'est pourquoi nombre de ressortissants d'Afrique de l'Ouest s'y sont installés pour y travailler... et devenir citoyens ivoiriens.

A la mort de Félix Houphouët-Boigny en 1993, le président par intérim, Henri Konan Bédié, va **réviser le Code électoral**, imposant aux candidats à la présidence de prouver leur ascendance ivoirienne, garante de leur citoyenneté. Cette réforme n'avait qu'un but : disqualifier son plus dangereux adversaire, Alassane Ouattara, né de père burkinabé, ancien premier ministre et économiste chevronné. Pour l'écarter, Bédié s'est appuyé sur les tensions sociales existantes entre les Ivoiriens majoritairement chrétiens au sud, et majoritairement musulmans au nord. Avec la crise du cacao, les tensions étaient vives entre paysans autochtones et paysans « migrants », même de vieille date, pour le contrôle d'une terre de plus en plus rare et chère, et de moins en moins rémunératrice. En empêchant Ouattara de se présenter au prétexte qu'il ne serait pas de père et mère ivoiriens, Bédié a joué avec le feu xénophobe. Il a divisé la nation afin de se maintenir au pouvoir. S'en suivit une longue guerre civile dont le pays n'est pas encore totalement sorti.

Les politiciens, en Afrique comme ailleurs, sont passés maîtres dans l'art de manipuler les populations en jouant sur la fibre « ethnique » ou religieuse. Ce fut le cas au Rwanda en 1994 où des centaines de milliers de Rwandais, principalement tutsis, ont été massacrés par le pouvoir en place ; massacres perpétrés à la fois par l'armée et des milices populaires. Des milliers de paysans et de citoyens rwandais, armés par le pouvoir, participèrent de gré ou de force à ces pogroms. À l'époque, certains journalistes ou dirigeants politiques expliquèrent que dans ces pays-là régnaient depuis des lustres des guerres tribales et qu'il ne fallait pas grand-chose pour que le vernis civilisationnel apporté par la colonisation ne s'écaille et que le continent noir ne sombre dans la barbarie.

Pour comprendre les événements tragiques qui ont ensanglanté le pays, on se doit d'interroger la période coloniale et les bouleversements qu'elle a entraînés. Car le Rwanda ne vivait pas depuis des lustres au rythme des heurts opposant une population majoritaire, les Hutus, et une élite minoritaire, les Tutsis.

Avant la colonisation, le Burundi et le Rwanda étaient des Royaumes régnant sur des clans dont les élites se partageaient en quatre « catégories sociales » appelées : Bahutu, Batutsi, Baganwa et Batwa (pygmée). Ces quatre catégories sociales, qui ne sont pas des classes au sens strict du terme, avaient des vocations différenciées (certaines s'adonnaient à l'agriculture, d'autres à l'élevage etc...) et rivalisaient pour obtenir des cours royales et princières des charges féodales très rémunératrices : justice, impôt etc... Les hutus travaillaient la terre, les tutsis élevaient le bétail, les pygmées Twa étaient chasseurs-cueilleurs et potiers, quant aux ganwa (princes de sang issus de lignages hutus ou tutsis), ils avaient pour fonction la gestion du pouvoir dans les provinces.

L'arrivée des colonisateurs va bouleverser cet édifice hiérarchique. Tout d'abord, dans la lignée des théories raciales du 19^e siècle, les anthropologues vont s'emparer de ces « catégories sociales » pour en faire des ethnies, opposant ainsi Tutsis et Hutus, les premiers symbolisant la race des seigneurs et des conquérants (qui viendraient du nord de l'Afrique), les seconds celles des paysans sédentaires, d'origine bantoue... Certains firent même des Tutsis des « Hamites sémitisés » autrement dit des « Européens sous une peau noire ». Le fait que des enquêtes démontrèrent que

le métissage était la règle, que l'on pouvait passer d'une catégorie sociale à une autre, ne changea en rien le postulat de base suivant : toutes les races africaines n'en sont pas au même niveau de développement, le Tutsi est plus évolué que le Hutu, lui-même plus évolué que les pygmées Twa... Quant aux Ganwas, on les décréta arbitrairement « Tutsis » (alors qu'une partie d'entre eux étaient d'extraction hutus) eu égard à leur statut social de princes de sang gouverneurs de province. Cette ethnicisation de la population servit de base à la réorganisation administrative menée par l'État belge dès 1929. L'exploitation coloniale nécessitait l'appui d'une frange de la population, en l'occurrence celle qui lui apparaissait le mieux à même d'assurer la paix sociale : l'aristocratie ganwa. Aboutissement de cette lecture coloniale: on rendit obligatoire la mention ethnique sur les livrets d'identité, fixant administrativement les citoyens dans une case !

Une lecture qui ne laissa pas indifférentes les élites hutus et tutsis. En 1959, à la décolonisation, la révolte des hutus se fit au nom de la lutte du petit paysan hutu exploité par le seigneur féodal tutsi, et au nom de l'autochtonie (les bantous auraient été colonisés par des tutsis venus du nord. Ils seraient donc plus légitimes à dominer politiquement le pays). Quant à l'élite tutsie, elle n'a jamais remise en question cette lecture coloniale puisqu'elle leur réservait les meilleures places : ils étaient nés pour gouverner.

Les interprétations tribalistes sont dangereuses car elles masquent des clivages historiques et sociaux beaucoup plus significatifs, oubliant que l'Afrique pré-coloniale ne se composait pas d'entités homogènes racialement, culturellement et linguistiquement, mais bien de sociétés plures vivants en étroite interdépendance.

Revenons en Europe, dans l'Angleterre de l'après 1945.

L'Angleterre ne connaît pas l'immigration non-européenne. Mais dès 1948-1949, venant du Commonwealth débarquent nombre d'immigrés noirs ou asiatiques, citoyens britanniques. Ces vagues d'immigration « de couleur » remettent en question la pureté de la « race anglaise » et la « **britishness** », c'est-à-dire l'idée très répandue qu'un Britannique ne peut être que blanc de peau.

Bien que peu nombreux, ces immigrés noirs ou asiatiques sont stigmatisés par le pouvoir et une large partie de la population, au point que le gouvernement adopte en 1962 une loi mettant un terme à la liberté de circulation des ressortissants du Commonwealth.

Les Irlandais, qui ne font plus partie du Commonwealth depuis 1948, se retrouvent alors dans une situation paradoxale. Stigmatisés durant des décennies, cantonnés aux métiers les plus rudes et mal payés, ils ont cessé d'incarner l'immigré pour le pouvoir et la population anglaise. Dorénavant, l'immigré, c'est le Jamaïcain, pas le natif de Dublin. Or, dans les années 1980, les communautés « de couleur » commencent un lobbying intense pour que le gouvernement s'engage clairement contre les **discriminations raciales** à l'embauche ou à l'accès au logement. A l'appui de leurs dires, ils ont des chiffres, des statistiques et surtout **un statut reconnu : celui de « minorités ethniques »**, ce qui n'est pas le cas pour les Irlandais. Or, dans nos sociétés modernes, les problèmes n'existent qu'à la condition d'être quantifiés.

Alors, les représentants de la communauté irlandaise vont se battre pour obtenir le statut de « minorité ethnique », et donc, fatalement, briser « l'opinion fautive selon laquelle la population de la Grande-Bretagne serait composée essentiellement d'une grande majorité dominante (des personnes de race blanche) et d'un groupe constitué de différentes minorités. « Non-blanc » et « ethnique » étant synonymes dans cette image mentale. » Depuis le milieu des années 1990, l'immigré irlandais vivant en Grande-Bretagne n'est donc plus un « invisible ».

Faisons un premier bilan de ce tour du monde

Avec l'exemple de l'Iran, j'ai voulu rappeler que les nations sont des **constructions historiques**. Ce que l'histoire a créé, elle peut le défaire (Yougoslavie, Tchécoslovaquie) ou le remodeler. Que bien souvent, ce sont les bourgeoisies et les intellectuels qui sont à la base des mouvements nationalistes. Les classes ascendantes bridées dans leur quête d'hégémonie développent un discours nationaliste afin de souder une communauté divisée en classes sociales

antagoniques contre un ennemi identifié : la puissance coloniale, une élite vendue à l'étranger. « Les stratégies identitaires trahissent l'appétit d'élites nouvelles en mal d'intégration, de pouvoir et de richesse » (Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Fayard, 1996, p. 95).

Le récit identitaire vise à **produire la communauté** (autrement dit la Nation). Comme l'écrit l'anthropologue Ernst Gellner, « c'est le nationalisme qui crée les nations » (*Nations et nationalisme*, Payot, 1989), en réécrivant l'histoire, en inventant une tradition, une culture « authentique » qui serait la culture nationale, autrement dit la culture commune ; l'échange interculturel est alors vu sous l'angle non de l'enrichissement mais de l'aliénation et de la perte d'âme.

Le Liban nous rappelle que l'on n'est pas seulement citoyen, que l'individu est attaché à une **pluralité de groupes d'appartenance** et que l'identité religieuse ou « ethnique » est facilement instrumentalisable par les élites à leur profit. Qu'un État peut être laïc, comme le sont l'État fédéral américain, les républiques turque ou indienne, sans pour cela que la **question religieuse** ne pèse pas d'un poids considérable au quotidien.

En parlant des peuples sibériens, j'ai voulu pointer du doigt le fait que des groupes humains se perçoivent avant tout comme des **communautés** dotées d'une culture forte, singulière, et non comme une agrégation d'individus membres d'une Nation, voire comme une classe sociale ; à ce titre, elles souhaitent **vivre et délibérer de façon différente de celles en cours dans leur cadre national** (ex : les Indiens du continent américain, les Kanaks, les gens du voyage) voire même obtenir un statut spécifique. Or les états-nations modernes, démocratiques, reposent sur le citoyen, l'homme abstrait, délié, autonome, et bien souvent ils ont du mal à « gérer », dans le cadre national, cette diversité culturelle.

En évoquant le cas de l'Irlande, j'ai rappelé que l'exaltation d'une identité particulière était parfois un passage obligé pour avoir accès à des ressources financières. Et pour certains membres des communautés discriminés, la défense des intérêts communautaires est aussi un moyen d'assurer sa promotion personnelle, politique, économique ou social. Quand une personnalité prétend parler au nom d'une communauté spécifique, il faut toujours interroger sa légitimité à le faire.

Définir qui est un « vrai » citoyen, autrement dit un membre de la communauté nationale, revient à définir qui ne l'est pas, ne doit pas l'être ou ne l'être qu'à demi. Les définitions ne sont jamais définitives car elles sont avant tout politiques. Pour le dire brutalement avec les mots de Karl Lueger (maire de Vienne à la fin du 19^e siècle et antisémite notoire) : « C'est moi qui décide qui est juif et qui ne l'est pas »

Dans le cas des peuples sibériens, il y a la volonté de l'État. d'**intégrer** par la contrainte des populations singulières au nom de l'égalité de tous dans le socialisme.

Dans le cas de l'Allemagne nazie, de la Côte d'Ivoire, du Rwanda, il y a la volonté de **stigmatiser et rejeter** une partie de la communauté nationale.

Dans le cas d'Israël, il y a la volonté au contraire de **tenir à distance** une partie des nationaux, sans remettre en question leur qualité de citoyen.

Pour la seconde partie de mon propos, revenons dans l'hexagone, plus précisément au début des années 1980 dans les usines Citroën et Talbot de la région parisienne, notamment à Aulnay-sous-Bois, où une usine modèle a ouvert en 1973 ; modèle dans le sens où tout est fait pour que la productivité y règne en maître, et que la contestation sociale y soit proscrite. Deux ingrédients pour cela : une population ouvrière en grande partie immigrée, et pour une bonne part immigrée de fraîche date, parlant peu ou pas français, surveillée par un encadrement fort, intrusif, omniprésent et omnipotent, qui lui rappelle au quotidien où est sa place. Là-bas sévit le syndicalisme indépendant, autrement dit de droite, qui a pour nom CFT, Confédération française du travail, dernier avatar du syndicalisme « jaune ». Avec l'appui de la direction, la CFT règne en maître entre les quatre murs de l'usine, mais aussi en dehors. Elle fait la pluie et le beau temps car elle est l'interlocutrice indispensable pour l'ouvrier spécialisé, notamment marocain ; elle est épaulée dans sa mission par l'amicale des travailleurs marocains de France, le bras armé du royaume chérifien qui a toujours peur que ses ressortissants soient contaminés par des idées nouvelles et qu'ils les publicisent de retour au pays. Elle a des yeux et des oreilles partout, ce qui lui permet de mettre au pas les éventuels récalcitrants, les mécontents qui pourraient être tentés de tourner leurs regards vers les syndicalistes rouges, ces pestiférés qu'on ostracise, dénigre, humilie, intimide au quotidien. Le pouvoir de la CFT repose sur un climat permanent d'insécurité psychologique dans lequel violence, persuasion, paternalisme et racisme se conjuguent.

Tout s'effondre au printemps 1982. Les OS immigrés, interchangeables, « OS à vie » puisque toute promotion interne leur est interdite, se révoltent, bouleversent l'ordre usinier, et tout autant la CGT rapidement débordée par un mouvement qu'elle ne contrôle pas et par un afflux de syndiqués sans culture syndicale ou politique, par cette irruption d'un nouvel acteur sur la scène revendicative : l'ouvrier immigré, musulman de surcroît en pleine montée de l'Islam politique (la révolution iranienne est en cours!), porteur de revendications inhabituelles (comme des lieux et des temps pour la prière) et adeptes de modes de fonctionnement très éloignés des us et coutumes de la centrale syndicale (certains délégués immigrés se comporteront en électrons libres et autoritaires) ; les syndicats sont d'autant plus débordés que les appareils sont entre les mains des ouvriers qualifiés de nationalité française. Quant à la gauche socialiste, elle ne fut pas longue à stigmatiser ces prolétaires, accusés d'être une cinquième colonne islamiste à la solde du chiisme iranien, alors que les Marocains sont sunnites.

En ces temps troublés où les questions identitaires occupent le devant de la scène, où la laïcité est brandie comme un étendard par des forces politiques qui n'en furent jamais dans l'histoire les promoteurs, où « la frénésie juridique (...) s'est emparée du sujet de la laïcité et de la religion au travail », se pencher sur les relations interculturelles/interraciales dans les usines est indispensable.

L'enjeu pour le patronat dans cette décennie d'insubordination ouvrière est d'empêcher que l'esprit contestataire post-68 ne gagne le prolétariat immigré. Ouvrir des salles de prière et les confier à des imams conservateurs doit favoriser la paix sociale et l'entre-soi. Du côté des syndicats, prendre en considération les revendications religieuses des ouvriers musulmans est un moyen de nouer des relations avec ces travailleurs éloignés de l'action de classe et sans culture revendicative. La bascule intervient au début des années 1980 quand la révolte des OS secoue Citroën et Talbot, et voit un Premier ministre socialiste transformer un conflit social en conflit politico-religieux. L'OS musulman pratiquant devient un agent conscient ou manipulé des islamistes iraniens. Pour le chercheur Hicham Benaïssa, « la construction sociale du problème musulman en France ne démarre (donc) pas avec les affaires du foulard de 1989 mais bien dans le cadre des grèves de l'automobile de 1982-1984 ». C'est que le monde a changé : l'immigré n'est pas reparti, il s'est installé avec femme et enfants ; destiné à n'être qu'un OS interchangeable, il est aussi la première victime des restructurations industrielles et, avec ou sans travail, il incarne de façon massive le précaire. Dans un livre sorti en 1991, *L'immigration prise aux mots*, Simone

Bonnafous avait déjà fait de 1984 la date à partir de laquelle, le « discours « social » sur les immigrés (avait basculé) dans le discours de crise typique, celui de la gêne quotidienne et de l'incompatibilité des cultures. ». Aujourd'hui, pieux ou pas, l'Arabe est et demeure un musulman, de la même façon que son gamin qui marche pour l'Égalité en 1984 est renvoyé à son identité « ethnique » : il sera donc un Beur qui marche, non un jeune prolétaire réclamant de la République qu'elle tienne ses promesses de justice, d'égalité et de liberté.

De quels moyens de défense disposent les plus dominés d'entre les dominés pour se faire entendre ou pour exister dans un monde qui ne leur laisse pas ou peu de place ? La religion parce qu'elle est vecteur d'identité collective et source de solidarité en est un. Ainsi, l'Islam est aussi une façon de « se construire un « nous » quand on se considère et à raison bien souvent exclus de mille et une manières du grand Nous » autrement dit de la communauté nationale. Revendiquer une salle de prière ou la possibilité de manger halal est une façon de résister à l'atomisation et à la soumission, de dire que l'on existe.

Le culturalisme est un courant de pensée qui absolutise le facteur culturel, et le pose comme seule cause des comportements individuels et collectifs. Pour les culturalistes, les inégalités ne sont pas liées au système social mais à l'incapacité de certains individus ou communautés à s'y adapter, autrement dit à s'intégrer, du fait de leurs us et coutumes.

Prenons l'exemple de la psychiatrie nord-américaine il y a trois quarts de siècle. Comment qualifier la personne assise en face de moi et souffrant de troubles mentaux ? Ai-je affaire à un malade, par ailleurs Noir de peau, ou plutôt à un Noir malade ? Les pathologies dont elle souffre sont-elles liées à sa personnalité ou bien sont-elles favorisées par le fait qu'elle est de telle race et porteuse de telle culture ? La soi-disant prévalence de telle ou telle pathologie dans la communauté noire, comme la schizophrénie, a-t-elle des racines sociales ou culturelles et raciales ? Comment établir une relation de confiance entre patient et soignant n'ayant pas la même couleur de peau dans un univers où le taux de mélanine est au fondement des relations sociales ? Telles sont les questions qui se posent dans l'Amérique de la ségrégation, questions qui rejaillissent constamment, reformulées selon le goût du jour.

Le corps noir occupe les esprits des médecins psychiatres blancs. De la même façon que de ce côté-ci du monde, on expliquait, au 19^e siècle notamment, la situation sociale des classes populaires par leur légendaire imprévoyance, outre-Atlantique, on tend à expliquer l'inadaptation des Noirs à un monde qui ne les supporte qu'en lisière par leur « nature », par leur « culture » particulières pathogènes, notamment la place occupée par la mère dans les familles afro-américaines ou la fameuse « culture de la pauvreté ». Suivant la même logique, il est alors extrêmement tentant d'expliquer les révoltes raciales des années 1960 par la paranoïa et l'immaturité des hommes noirs, ce qui revient à faire de l'activisme noir une déviance mentale et à transformer une crise politique et sociale en crise sanitaire ! Mais cette biologisation de la race, ces discours racistes, culturalistes, essentialistes ne furent pas sans conséquence sur la façon dont, en les réinterprétant, les psychiatres noirs, socialement marginalisés, vont alors appréhender leur pratique professionnelle. Car si les Noirs sont ainsi, les médecins noirs ne sont-ils pas les mieux placés pour soigner leur « communauté » ?

Je livre à votre sagacité une anecdote très révélatrice racontée par le sociologue Hicham Benaïssa. Il intervenait dans une entreprise privée dans laquelle un malaise était apparu depuis qu'une cadre de l'entreprise avait décidé de se voiler. Cela déplaisait fortement à certains collègues qui au nom d'une conception erronée de la laïcité considéraient qu'elle se devait de l'enlever. Après son intervention, il s'apprête à quitter les lieux quand il croise une femme de ménage, voilée, qui travaille ici depuis longtemps et à qui personne n'a reproché de bafouer la laïcité. Il écrit : « Arrivé à ma voiture, je prends note de tout. Ce qui m'intrigue à ce moment-là, c'est le traitement différencié de la question du foulard selon la position sociale de l'employé dans la structure

hiérarchique du monde du travail. L'ultra-visibilité du foulard de la cadre d'un côté, et l'invisibilité du foulard de la femme de ménage de l'autre. Car en effet personne n'avait vu son voile, et si personne ne l'avait vu c'est parce qu'il était à sa place symbolique, à la place sociale à laquelle il était structurellement renvoyé dans les représentations (...) Autrement dit, ce qui gêne, ce qui blesse, ce qui fait débat, ce n'est pas exclusivement le foulard en tant que tel, c'est entre autres, son émergence au sein des classes moyennes supérieures. »

Il est temps de conclure.

Pourquoi diable la question de l'identité (ethnique ou religieuse) occupe-t-elle tant de place dans le débat public ? Pourquoi ce désir frénétique de se définir et surtout de définir les autres ?

Les raisons en sont multiples mais la principale à mes yeux réside dans la victoire idéologique du néolibéralisme.

Le néolibéralisme n'est pas un ultra-libéralisme rêvant d'un État minimal, il ne signe pas le retrait de l'État de la sphère économique, il refuse le laissez-faire. Il redéfinit en fait la mission essentielle de l'État. : protéger le marché de tout ce qui peut l'altérer. Dans le viseur des penseurs néolibéraux (Hayek, Lippman et autres Röpke), il y a les gouvernements progressistes et leurs politiques sociales, les masses rêvant de justice, l'État-providence, le syndicalisme, le socialisme sous toutes ses formes, le protectionnisme économique, et bien sûr la démocratie soumise à la versatilité des humeurs populaires ! Un État fort, protecteur du marché libre, garantissant la liberté du capital, ne peut avoir que leur préférence. Les néolibéraux ont deux visages : certains sont de fiefs réactionnaires, défenseurs de la famille patriarcale, de la religion, de la hiérarchie sociale, quand d'autres mettent en avant l'individu-consommateur, libre et autonome. Mais tous se rejoignent sur l'idée de faire la guerre, une guerre civile donc, contre toutes les forces de contestation sociale, contre les digues, fruits de la lutte des classes, qui empêchent la pensée néolibérale d'envahir la société. Il leur faut donc, au nom de la liberté individuelle contre une égalité castratrice, briser les bras et conquérir les têtes, liquider par exemple la puissance d'action des syndicats, et mettre au pas les sciences sociales, transformer la force de travail en capital humain, rappeler à toutes et tous qu'il n'y a pas d'alternative et qu'il revient à chacun de faire sa vie. Comme le disait François Guizot en son temps : « Les citoyens doivent être livrés à leur propre mérite, à leurs propres forces ; il faut que chacun puisse, par lui-même, devenir tout ce qu'il peut être, et ne rencontre dans les institutions ni obstacle qui l'empêche de s'élever, s'il en est capable, ni secours qui le fixe dans une situation supérieure, s'il ne sait pas s'y maintenir. »

Le néolibéralisme est une machine de guerre contre les filets sociaux de protection, et quand la capacité à agir de ces derniers s'affaiblit, elle fait éclater les frustrations sociales et les quêtes d'identités rassurantes. Contre l'atomisation et l'individualisme, on cherche alors à faire masse pour faire front, pour le meilleur ou le pire.

Jadis, c'était du côté de la classe (ouvrière, cela va de soi) que l'on portait son regard : les syndicats étaient puissants, les partis de gauche la représentaient lors des élections, les réseaux associatifs quadrillaient les quartiers populaires. L'espérance, l'émancipation individuelle et collective structuraient les discours de classe. Le néolibéralisme, les expériences socialistes diverses, la fragmentation des statuts salariaux ont largement réduit l'attractivité de la référence à la classe.

Comme les temps sont à la guerre de tous contre tous, et que les lieux d'exploitation ne sont plus des espaces de lutte où peut-on affirmer son identité de classe, la religion et l'origine « ethnique » fonctionnent comme des valeurs-refuges. Elles rassurent et elles mettent à distance l'Autre. Du côté des dominants, la rhétorique identitaire a pour but de rappeler que la communauté nationale est bien plus que le rassemblement des détenteurs d'une carte nationale d'identité, et que cela mérite bien quelques privilèges.

En 2014, l'institut de sondage BVA livrait les résultats de son enquête d'opinion portant sur la discrimination positive. Une seule question était livrée à la sagacité légendaire du citoyen : « Pensez-vous que la discrimination positive, c'est-à-dire le fait d'attribuer un certain nombre de places dans les universités, les entreprises, les administrations ou les institutions politiques en priorité à des personnes issues de l'immigration serait une bonne chose ou ne serait pas une bonne chose ? »

Les individus interrogés par BVA ont répondu qu'ils n'étaient pas favorables aux politiques de discrimination positive ; à droite, massivement ; à gauche, cela s'équilibre, même si pour la première fois, les opposants sont majoritaires. Dans la foulée, les trois quarts de nos concitoyens considèrent que « ce sont avant tout les personnes étrangères qui doivent se donner les moyens de s'intégrer. »

Il aurait été intéressant qu'à la place de « personnes issues de l'immigration », BVA écrive « personnes issues des classes populaires », non pas pour nous faire oublier l'existence en France d'un système institutionnel de production et de reproduction des discriminations racistes ou par « ouvriérisme ». mais parce que cette formulation nous aurait permis d'échapper aux discours sur la société française et sa perméabilité au racisme ou à la xénophobie. Non point là encore pour gommer cette réalité à mes yeux indiscutable, mais parce que poser la question en termes de classes sociales nous aurait permis de juger de la perméabilité de la société française à la rhétorique libérale qui jugeait immorale et contre-productive l'intervention de l'État dans la question sociale. Les libéraux d'alors voulaient la liberté dans l'Ordre, et seul l'État. pouvait garantir cet ordre ; mais ils ne voulaient pas d'un État s'évertuant à modifier l'Ordre social.

A l'heure où l'on nous demande d'accepter avec fatalité de voir notre État dit providence devenir moins protecteur, à l'heure où l'on nous demande de pointer un doigt réprobateur sur le chômeur fainéant, le travailleur sous-productif, le faux malade, le profiteur, l'assisté, le parasite social... j'aurais aimé que les enquêtés répondent à la question suivante : « Pensez-vous que la discrimination positive, c'est-à-dire le fait d'attribuer un certain nombre de places dans les universités, les entreprises, les administrations ou les institutions politiques en priorité à des personnes issues des classes populaires serait une bonne chose ou ne serait pas une bonne chose ? » Ce qui, en termes plus politiquement incorrects, se traduit par : « Voulez-vous continuer à vivre dans une société inégalitaire et qui tend à l'être de plus en plus ? »

Plus largement, il est toujours bon de rappeler sur les inégalités n'ont rien de naturel. Elles sont les conséquences de nos choix politiques et moraux. Si le monde est devenu de plus en plus inégal depuis une trentaine d'années, c'est parce qu'il s'est trouvé des électeurs et des électrices pour applaudir des deux mains et porter au pouvoir des politiciens qui considéraient que la liberté était plus importante que l'égalité, qu'il n'appartenait pas à l'État de faire le bonheur de tous mais bien à chaque individu de se débrouiller seul pour se faire sa place au soleil. Ces discours anti-égalitaristes ont trouvé d'autant plus d'oreilles attentives qu'ils intervenaient en pleine crise économique mondiale, c'est-à-dire en période de raréfaction de l'emploi. La guerre de tous contre tous pour les rares emplois disponibles ne favorise guère les élans de solidarité, tout comme la crainte du déclassement, de la prolétarianisation : les classes dites moyennes en auraient ainsi marre, peut-on lire, de payer pour les autres, autrement dit les exclus de la croissance, de l'emploi, de la mondialisation, les abonnés à la précarité sociale, aux petits boulots ; pourquoi payer quand ce sont « toujours les mêmes qui en profitent ». La faible confiance accordée aux institutions, au monde politique, à l'action politique elle-même accentue le repli sur soi et sur l'entre soi familial. Il est aussi à la base du retour en grâce du religieux, notamment sous sa forme radicale, du nationalisme belliqueux et xénophobe. Mais il suffit que la question sociale redevienne centrale pour que les questions identitaires s'évaporent... avant qu'elles ne reviennent opportunément au-devant de la scène à Mayotte ou ailleurs.



Opération de destruction des cases
et d'expulsion de comorien-es
Wuhambushu
Mayotte
mai 2023

Discussion après l'intervention de Patsy, le 29 avril 2023.

Patsy : [...] C'est tout le discours sur l'immigration. Dans les années 20 et 30... j'ai travaillé pour mes travaux universitaires, ma maîtrise, c'était sur le syndicalisme dans l'entre-deux guerres. Tous les premiers mai, le préfet envoyait des hommes dans les endroits où il y avait des communautés immigrées, pour leur rappeler qu'ils étaient ici pour travailler, et pas pour ouvrir leurs gueules. Ils devaient se taire. Cette idée, elle est toujours présente.

Je n'ai pas cité... il y a un bouquin que je vous conseille vraiment qui s'appelle : *La France des petits-moyens*¹. C'est quoi les « petits-moyens » ? C'est le bas des classes moyennes. C'est des sociologues, quatre ou cinq, dont une copine nantaise Marie Cartier, qui ont enquêté en Normandie dans un quartier pavillonnaire qui n'est pas très loin d'une cité, certainement un peu difficile, une cité prolétarienne. Ils ont fait des enquêtes passionnantes là-dessus.

Pourquoi je dis ça, parce qu'il y a des gens qui vivent dans le pavillonnaire et qui sont issus de la cité et les premières choses qu'ils font, c'est très simple. « *Je prends mon gamin et je le mets dans l'école privée. Parce que comme ça, il n'aura pas à faire ses études avec ses anciens petits copains de l'immeuble d'à côté.* » Cela, c'est une chose importante. Et surtout ils développent un discours, soit raciste, soit « mépris de classe » et « mépris culturel ». Je m'explique. Tous les discours portés par ces gens-là, c'est de dire : « *Nous, on s'en est sorti parce qu'on a choisi de ne pas avoir cinq, six, sept gamins. On en a fait deux.* » Ça, c'est important. Parce que quand on a fait deux gamins, on peut s'en occuper vraiment. Et puis, « *nous, nos gamins, on les tient. On ne les laisse pas courir et faire n'importe quoi.* » Ils sont aussi socialement... ce n'est pas des riches. C'est des « petits-moyens ». Mais c'est des gens qui font partie de la petite fonction publique. Les fonctionnaires catégorie C, le plus bas de la fonction publique.

C'est des gens qui sont au SMIC plus 100, 200 ou 300 euros. Ce n'est pas la question. Mais ils ont un petit statut. Mais ce petit statut, il est important. Parce que quand ils vont à la banque et qu'ils disent : « *On a besoin d'un prêt, etc.* » Le banquier regarde et dit « *Ah, je vois bien que vous êtes un couple où les deux personnes sont « assurées », jusqu'à la retraite, de toucher un salaire, etc.* », qui sera le petit salaire du petit fonctionnaire. Mais ils ne sont pas soumis, comme les autres qui travaillent dans le privé..., qui peuvent être licenciés, etc. Donc, ça ouvre des portes. Ces petits-moyens-là, ils travaillent toute leur existence, portés par la volonté de se distinguer des classes subalternes. C'est terrible.

Il y a par exemple une dame qui est raciste, qui dit (c'est épouvantable, quand tu lis ça, c'est à pleurer) : « *Les voisins à côté, c'est des familles...* ». C'est des chrétiens qui viennent d'Irak, qui

¹https://www.editions-ladecouverte.fr/la_france_des_petits_moyens_-9782707153616 :

« Dans les médias, les banlieues françaises sont souvent réduites aux cités, aux grands ensembles, quand ce n'est pas aux émeutes des " quartiers ". Il est pourtant une " autre " banlieue, celle des pavillons, qui abrite une population au moins aussi importante, mais paradoxalement beaucoup moins visible et connue. Fruit d'une longue enquête, ce livre restitue l'histoire et la vie quotidienne d'un quartier pavillonnaire de la région parisienne, situé à mi-chemin entre l'univers des cités et les lotissements aisés. Sans être séparé des zones de pauvreté, il n'en matérialise pas moins des parcours d'ascension sociale. On découvre alors les conditions, les effets et les figures de la promotion sociale, du couple d'agents EDF arrivant de province dans les années 1960 au couple d'enfants d'immigrés sortant des cités dans les années 2000. Si les ressources acquises par ces ménages les éloignent des classes populaires, leur appartenance aux classes moyennes n'est pas plus évidente. Ces " Petits-moyens ", comme ils se désignent parfois eux-mêmes, aspirant à " vivre comme tout le monde " sont au cœur de ce livre, qui en dresse les contours et le style de vie. Les auteurs montrent notamment que, dans ces quartiers longtemps partagés politiquement, où la vie associative est ancienne, de nouvelles formes de division et de compétition sociale les font aujourd'hui nettement basculer à droite. Ils s'efforcent d'expliquer pourquoi, après le Front national, la droite de Sarkozy séduit une large fraction de la France des " petits-moyens ". »

ont été chassé par Saddam Hussein à l'époque. Mais pour elle, tout ça, c'est arabes et musulmans. Tout se mélange. Et elle dit : « *Ces gens-là... Je suis raciste et je n'arrive pas à les supporter.* » Alors, l'enquêtrice ou l'enquêteur, lui dit : « *Mais qu'est-ce qu'ils vous ont fait ?* » « *Mais rien, rien. Ils sont même extrêmement gentils : quand on revient de vacances, on pose la voiture et la dame sort, et nous apporte un couscous, un plat en disant : vous avez fait la route toute la journée, vous allez pouvoir manger, vous reposez, etc.* » Elle n'a rien à leur reprocher. Mais en fait, ce qu'ils vivent là, ces gens-là, c'est une forme de déclassement. Parce qu'eux, au bout de dix ans, quinze ans, vingt ans, ils sont devenus propriétaires. Voilà, ils arrivent, c'est le pavillon, c'est le rêve de tout français. Le pavillon, le petit jardin, c'est la voiture qu'on peut mettre devant ou dans le garage. On n'est plus dans la cité à monter au cinquième étage. Et qu'est-ce qu'ils voient ? Que ceux qui étaient dans le quartier pavillonnaire depuis quinze ans, vingt ans, les premiers à y être installés : ils fuient ! Ils acquièrent une autre propriété à l'extérieure plus grande. Et ils voient qu'arrivent à la place des gens qui étaient dans la cité, leurs anciens voisins. Et puis, des gens issus de l'immigration aussi. Donc, quelque part, ils pensent avoir fait... s'être élevés socialement avec leur propriété. Ils s'aperçoivent qu'ils sont rattrapés par des gens avec lesquels ils avaient envie de mettre de la distance. Et c'est cette frustration sociale très forte qui développe chez eux des comportements racistes. Et c'est absolument effrayant. Malheureusement, c'est effrayant.

Quelques-uns de son équipe viennent de sortir un autre livre, il y a deux ans, qui s'appelle *Être comme tout le monde*². On m'en a dit du bien mais je ne l'ai pas lu. C'est un gros livre. Être comme tout le monde, ça dit bien ce que cela veut dire. Dans les classes populaires, il y a une volonté d'une partie de ces classes populaires, de se fondre dans une masse indifférenciée. Alors qu'avant la classe ouvrière, c'était la fierté d'être ouvriers, la fierté de ceux-ci, là, c'était « notre camp ». On affirmait une identité propre. Eux, non ! Ils ne veulent surtout pas affirmer une identité propre. Ils veulent être « comme tout le monde ». Cela veut dire être comme des petits-bourgeois. C'est cette idée-là. Cela en dit long sur les identités de classe et la façon dont elles sont travaillées par le... en période néo-libérale...

Question : Tout à l'heure quand tu parlais de Peugeot-Talbot et avec cette question identitaire, mais qui est en fait politique, qui est mis en avant par le P.S. de l'époque et après tu passes à la question de la « Marche pour l'Égalité ». [P : C'est deux ans plus tard. C'est 1984.]. Dans ce que je connais sur la question de la « Marche pour l'Égalité » ; les gens qui ont été acteurs et actrices de ça, c'est quand ils s'identifiaient à l'époque, c'était : « *On est français immigrés de la classe*

²<https://www.raisonsdagir-editions.org/catalogue/etre-comme-tout-le-monde/>

Employées et ouvriers dans la France contemporaine

Il est question dans ce livre de ces femmes et de ces hommes, employées ou ouvriers, qui vivent des revenus de leur travail et s'efforcent de « s'en sortir » par eux-mêmes. Ces travailleurs représentent, aujourd'hui encore, un groupe social stable et important. Beaucoup plus qu'autrefois, ils entrent en interaction directe avec les membres des classes moyennes et supérieures, comme clients ou professionnels de services (garde d'enfants, santé, éducation, commerce, sécurité, transports publics, etc.). Par leurs aspirations, leur fréquentation plus longue du système scolaire, leur accès à la consommation, ils se rapprochent des catégories moyennes ; en même temps, ils demeurent éloignés du capital culturel, leurs ressources économiques restent incertaines et leur travail, peu payé et peu considéré, est toujours subalterne.

Par des portraits de couples et de familles, résidant dans des espaces aussi bien ruraux qu'urbains, de générations et d'âges différents, ce livre éclaire ce que signifie « s'en sortir » ou plus exactement « s'en sortir à peu près » dans la société française actuelle. À rebours des discours convenus sur la « France périphérique » ou sur le « déclassement des classes moyennes », il donne à voir les conditions d'existence de ces classes populaires, stables mais fragiles, leurs pratiques à la fois publiques (travail, sociabilités, engagements bénévoles, rapport à la politique et aux institutions) et privées (économie domestique, rapports de genre et entre générations, loisirs individuels et « temps pour soi »).

Cette série de 21 portraits montre comment ces femmes et ces hommes travaillent à « être comme tout le monde », c'est-à-dire à éviter la relégation parmi les « assistés » et à s'affirmer comme membres à part entière de ce que Robert Castel appelait la « société des semblables ». Elle fait comprendre leurs aspirations autant que leurs déceptions et leurs griefs, la manière dont ils s'efforcent de jouer le jeu d'un ordre social qui pourtant leur fait peu crédit.

ouvrière. » Et moi, la question qui m'interpelle aujourd'hui, quand tu discutes avec des gens beaucoup plus jeunes, c'est une identification : « *Je suis arabe, je suis...* » Comment, entre les générations, on a pu passer d'un discours de classes, y compris au sein des ouvriers immigrés ou des immigrés tout court, à un discours du groupe. Parce que tout à l'heure, tu ne voulais pas t'aventurer sur le terrain du PIR [Parti des Indigènes de la République³] ou du CRAN [Conseil représentatif des associations noires⁴]. Il y a Yves Coleman qui a bien traité ces aspects-là⁵. Comment... il y a peut-être la question du travail, la paupérisation, le fait qu'il n'y est plus vraiment d'usines en France, qu'il n'y est plus vraiment d'environnement industriel,...

Patsy : Je vois que tu as du mal à finir ta... Comme le disent les camarades, c'est une question un peu difficile ! Moi, je crois que le gros problème c'est qu'on a vécu sur une fiction, pendant des décennies et des décennies, grâce ou à cause du Parti Communiste : LA classe ouvrière, LA classe ouvrière. Cette idée-là, elle est terrible. Parce que c'est à la fois un formidable moteur de mobilisation : « *Je fais partie de LA classe ouvrière.* » Mais elle gomme le fait qu'une grande partie de la classe ouvrière n'était pas dans les grandes concentrations ouvrières. Ce n'était pas Billancourt, ce n'était pas l'automobile. Dans les années 1970, le territoire régional le plus ouvrier des Pays de la Loire, c'est la Vendée. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que l'ouvrier, ce n'est pas le gars qui est chez Renault. C'est le gars qui est partout, dans plein de petites boîtes, etc. On gomme quoi ? On gomme le fait qu'une grande partie de la classe ouvrière est féminine. Les femmes ! Il a fallu attendre les années 1970 pour que la femme ouvrière soit « mise un peu en avant ». Il y a les travaux de Michelle Perrot en termes d'histoire. Elle a écrit un bouquin⁶ : « *Les femmes ont-elles une histoire ?* ». Une histoire des femmes est-elle possible, par exemple ? Elle dit : l'histoire est racontée par les hommes et ils ne s'intéressent qu'aux hommes, qu'aux dominants, etc. Là, la question féminine, elle a été gommée y compris dans le discours, gommée et absorbée par cette « LA classe ouvrière » hégémonique. Et puis, on gomme le jeune et l'immigré. Moi, je comprends très bien qu'aujourd'hui, il y est des intellectuels, des jeunes chercheurs qui travaillent sur les femmes en entreprise, Eve Meuret-Campfort qui a fait son travail sur Chantelle⁷. C'est rigolo, son travail est intéressant parce qu'elle voit bien qu'il n'y a que des gens extérieurs qui voient dans les filles de Chantelle, quelque part, des « féministes ». Les filles de Chantelle ne revendiquent absolument pas la question du féminisme. Les féministes, c'est des bourgeoises, c'est des chieuses qui ne sont jamais contentes... elles se disent femmes et c'est tout, et surtout ouvrières. C'est très bien et c'est évident qu'aujourd'hui, le regard se pose vers la situation des hommes, des femmes, des immigrés dans tel ou tel contexte, etc. Parce que tout simplement, cela a été gommé au profit d'une seule identité qui serait LA classe ouvrière.

Après, quand tu es dans un quartier populaire, dans un « univers » où le travail ouvrier, stable, qui apporte une identité, a largement disparu ; c'est difficile de s'en réclamer. Dans certaines usines automobiles, on sait bien que les ouvriers qui sont en poste depuis quinze ans, vingt ans, il y a une partie d'entre eux qui accèdent à la propriété. Ils quittent la cité. Qui restent en cité ? Sinon, la cité est un lieu de passage et un lieu de réclusion pour les gens qui n'ont pas les moyens d'aller ailleurs. Du coup, quand on voit les... les grandes grèves, notamment dans la région parisienne, on voit les leaders syndicaux qui s'expriment. Il y a beaucoup de maghrébins. Cela veut dire qu'une bonne partie de la classe ouvrière, dans ces endroits où il y a encore un peu un effet de masse, c'est des gens qui sont, comme on dit, issus de l'immigration. Et ces gens-là ne sont pas porteurs forcément, ne mettent pas en avant leur qualité. Au contraire, ils sont à Révolution

³<https://indigenes-republique.fr/>

⁴<https://www.lecran.org/>

⁵<http://mondialisme.org/>

⁶*Histoire des femmes en Occident*. Ouvrage collectif publié sous la direction de Georges Duby et de Michelle Perrot.

Éditions Perrin "Tempus", cinq tomes (de l'Antiquité au XX^e siècle).

⁷*Luttes de classes, conflits de genre : les ouvrières de Chantelle à Nantes*. Eve Meuret-Campfort :

<https://www.cairn.info/revue-savoir-agir-2010-2-page-43.htm>

Permanente⁸. Il y en a certains qu'on connaît bien, qui sont des militants d'extrême-gauche, gauchistes, etc. C'est compliqué.

En effet, pour les mômes.... Mais qu'est-ce qui marche aussi, aujourd'hui, avec un FN à 40 %, se dire « *Moi, je suis arabe, plutôt que français, alors qu'ils sont plus français que moi...* ». Il y a aussi ce côté-là, ce côté fierté. On joue sur des affects. Et puis, il y a la fameuse colonisation... qui marque encore les esprits et qui sont des ressorts d'affirmation. Sur la colonisation, il y a un des grands chercheurs qui s'appelle Georges Ballandier. Qu'est-ce qu'il dit ? Il dit que le colonialisme, cela n'existe pas. Il n'existe que des situations coloniales⁹. C'est des trucs d'intellos. Mais c'est important. Il y a eu mille façons d'administrer des territoires colonisés. Il n'y en a pas eu une unique. Ça nous ramène..., cette diversité-là, elle nous oblige à penser différemment plein de choses, notamment les relations entre colonisés et colons, etc. Il y a plein de choses comme ça, qui fait que les identités (c'est pour ça que j'ai été aussi long), c'est des choses qui s'effritent. L'identité d'un jour ne sera pas celle du lendemain, parce que les enjeux politiques auront évolué et changés. Je pense que, peut-être, avec un peu de chance, dans trois ans, quatre ans, cinq ans, tu vas avoir la même personne et elle va se dire : « *Moi, mon identité, c'est mon identité de salarié, parce que je suis en poste, et puis je me suis syndiqué. Et que je me bats, etc.* » Pour l'instant, peut-être qu'il se dit : « *Moi, je suis un arabe.* » Parce que tout simplement, dès que je sors de la cité, les flics me tombent dessus et ils me disent : « *Eh toi, l'arabe, est-ce que tu as des papiers !* »

C'est pour ça que c'est un débat qui est compliqué, aussi. C'est vrai que c'est un débat compliqué. Il y en a qui vont se focaliser sur une identité qu'ils vont décider primordiale. C'est ça qui te définit : c'est ton origine ethnique, pof ! C'est tout. Et puis, les autres, ils vont dire : « *Non ! Nions ces identités-là. Ce qui importe, c'est soit la carte d'identité que tu as dans ta poche, ou ta participation à l'universel à travers ta qualité de citoyen, et tout ça.* » Non, on est homme ou femme, voire même LGBTQI+ (Moi, je suis complètement perdu, je dois vous l'avouer.) On est prolétaire ou bourgeois, etc. On est d'origine ou pas d'origine..., toutes ces choses nous constituent. Et le rôle des militants révolutionnaires est de faire en sorte que... de lutter contre toutes ces formes de discrimination pour rassembler les gens autour d'un projet politique et non pas à partir d'une identité. Mais sans la nier, sans nier qu'elle fait partie du débat, aussi. D'où la difficulté.

Question : Je vais essayer de parler de deux choses... Tu as utilisé le terme d'identité, et je crois que tu as utilisé le terme d'identité de classe et tu as évoqué dans une partie des exemples que tu as pris, le fait qu'il y avait des gens qui prenaient la parole au nom de ces formes d'identité et qu'évidemment il fallait interroger leur légitimité. On peut aussi avoir cette interrogation sur ceux qui, justement, prennent la parole au nom d'une identité de classe. Quand tu disais l'exemple de l'hégémonie du PC, etc. Ça, c'était une première question. D'autre part, tu as évoqué aussi le fait que certains groupes dans des situations justement de dominations particulièrement intenses, récupéraient des identités qui étaient par exemple religieuses, ethniques, voire nationales, pour essayer de se donner une cohérence dans leurs luttes. C'était juste pour mettre ces deux éléments-là en parallèle et pour poser la question finalement de la pertinence, dans un projet émancipateur, de construire des luttes à partir d'un rapport de classe, pour essayer de gommer la question de l'identité, qui doit se frayer un chemin dans toutes ces difficultés, à la fois des gens qui prétendent parler au nom de groupes et d'autres personnes qui récupèrent, en fait, ces formes de classement ou d'identité, pour tenter de mener leurs propres luttes mais qui vont quelque fois dans des impasses.

⁸<https://www.revolutionpermanente.fr/>

⁹<https://www.cairn.info/revue-cahiers-internationaux-de-sociologie-2001-1-page-9.htm>

Patsy : Je vais commencer par la fin. Quand je militais dans une structure nantaise qui s'appelait le GASPROM ASTI¹⁰, fin des années 1980, et le président de l'époque c'est mon camarade Mohamadou, qui était sénégalais. Et mon camarade Mohamadou, à chaque fois qu'il y avait des débats un peu vifs entre gauchistes, anars, dans la structure, il disait avec son accent sénégalais : « *Moi, je ne comprends rien à vos discussions de français-là, je ne comprends rien, je vais essayer de faire la synthèse.* » Et il faisait sa synthèse. Il avait très bien compris ce qui se jouait. Mais il se réfugiait derrière l'idée que c'était trop compliqué et il faisait sa propre synthèse. Il assurait son hégémonie comme ça.

Je pense que... comment elle s'appelle ? Il y a Fadela Amara, qui a fini dans un gouvernement de Sarkozy, par exemple. C'était « Ni pute, ni soumise » son organisation. En fait, ce que je dis, c'est une banalité. Il faut toujours se méfier des représentants auto-proclamés. Et c'est valable également dans le syndicalisme. Le truc, c'est la légitimité. Quand dans une boîte, tu es élu secrétaire du syndicat, et qu'il y a globalement des dizaines de filles et de gars qui te soutiennent, tu as une légitimité collective. Mais il faut toujours se méfier de ceux qui n'ont pas cette légitimité et qui entendent parler au nom de communauté qu'on n'a pas vu. Est-ce que le gars du CRAN, il est légitime à parler au nom des noirs de France ? D'autant plus quand on connaît les relations extrêmement difficiles entre ceux qui viennent d'Afrique noire, ceux qui viennent des Antilles. Ils ne peuvent pas se piffer. Et cela a été documenté par Stéphane Beaud quand il a fait un travail sur le football et sur les difficultés de relations entre les noirs d'Afrique noire et les noirs des Antilles¹¹. C'est une sorte de vigilance.

Là en ce moment, ce qui marche, c'est le marché de l'identité. C'est le marché des idées, aussi, cela fonctionne comme ça. Comme je l'ai dit tout à l'heure, sur le marché universitaire, une femme qui voulait travailler sur le féminisme dans les années 50 – 60, on lui riait au nez : « *C'est pas un sujet. C'est pas sérieux. Allons, on va faire quelque chose...* ». Il faut voir comment les vieux universitaires ont réussi à imposer la question de la classe ouvrière, comme un sujet d'étude véritable. Là, ça a marché. Depuis vingt ans, c'était les questions de genre, d'identité qui fonctionnaient. Parce que ça correspond aussi...

Quand je parlais de nouvelle classe un peu ascendante, il arrive enfin que des jeunes chercheurs et jeunes chercheuses soient issu-es des classes populaires, et notamment des classes populaires immigrées. Et, de fait, ils et elles ont envie de s'intéresser à des sujets qui ont touché leur vie ou celles de leurs parents ou de leurs grands-parents. Et là, des portes s'ouvrent. Mais on voit bien, au bout d'un moment, cela va commencer à se refermer parce que c'est du wokisme, que c'est de l'islamo-gauchisme, parce que ceci, parce que cela, parce que c'est trop politisé. Il faut faire attention là-dessus. Il y a des effets de mode.

Et donc, il faut éviter... il faut être vigilant sur les représentants, toujours s'interroger : quelle est leur légitimité à parler d'un groupe, d'une communauté particulière. Ça, c'est valable pour n'importe qui, y compris le délégué syndical CGT, CFDT, FO. D'où la nécessité, dans les luttes sociales, de faire en sorte (ça, c'est mon point de vue un peu syndicaliste-révolutionnaire) que l'organisation syndicale s'efface au profit des collectifs de luttes pour laisser la parole, pour laisser les espaces, etc. Et non pas accaparer le pouvoir et la parole pendant la lutte.

Est-ce que j'ai répondu ? C'est mon tropisme un peu libertaire. Le gars qui parle pendant une heure et demi et qui dit l'importance de laisser la parole aux autres. Non, celui-là, tu le gardes au montage, au contraire. Il faut toujours un peu se flageller... Ça, c'est important. Je ne suis pas « dupe » de ce que je peux produire quand je parle. Je suis un intellectuel. Non, je vous rassure, je

¹⁰<https://www.fasti.org/ASTI-de-Nantes-GASPROM>

¹¹https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1990_num_26_1_2972

considère que je ne suis pas un intellectuel brillant, mais j'ai beaucoup lu. Et j'essaie de comprendre. Mais je sais bien que si je veux fermer le clapet lors d'une réunion il faut que je réfléchisse bien et que je me sorte mes deux-trois citations, paf ! Paf ! Et surtout en rajouter toujours. « *J'imagine que vous avez lu le livre de...* » Là, les gens commencent à s'affaisser dans le fauteuil : « *Non, je ne l'ai pas lu...* » De fait, il faut toujours se méfier de l'intellectuel ! L'intellectuel, c'est un danger public. L'intellectuel, c'est lui qui est à la base du génocide du Rwanda, hein ! L'intellectuel, figure d'autorité, celui qui sait, le sachant, et qui ne laisse pas la place aux autres. Y compris quand il a une bonne tête comme moi... Mais là-dessus, ça, je pense que c'est fondamental.

Après pour rejoindre ce que tu disais, il y a des gens qui « se font » autour de l'identité, ils ont besoin de ça pour se rassurer. Si vous allez sur les forums un peu sportifs, etc. Zidane ! « *Zidane, il est algérien !* » Non, Zidane, il est français, il est né à Marseille... Il y a plein de trucs, il y a cette volonté, ce sentiment, il faut être fier de quelque chose. L'identité, ça rend fier, parfois. Parfois. On s'attache à ça, d'autant plus facilement qu'il y a des gens qui vous disent : « *Toi, tu n'as pas à être là !* » ou « *Tu ne seras jamais comme nous !* » « *Si t'est pas content, t'as qu'à retourner dans ton pays.* » et puis, un immigré de la troisième génération, alors là, l'immigré de la troisième génération, le pauvre ! Il est né à La Roche sur Yon, il n'est jamais sorti de La Roche sur Yon et c'est un immigré de la troisième génération. Il y a plein... Ça pèse sur les gens. Soit tu as des ressources intellectuelles pour passer outre et dire aux gens : « *Je suis désolé, mais français ça veut pas dire blanc et ça fait des siècles que ça veut pas dire blanc. Et que donc tu m'emmerdes et je suis français comme toi.* » Soit, par réflexe de défense, tu vas accepter cette assignation identitaire : « *Ben ouais, je suis arabe et je t'emmerde* » Mais après, ça peut être englobant et paralysant. C'est rude de pas trouver sa place, de n'être jamais au bon endroit au bon moment et d'être perçu comme... C'est le problème de l'assignation identitaire. C'est toujours pareil.

Question : Dans les années 1970, effectivement, on invoquait la classe ouvrière et les luttes « naissantes » plus spécifiques : le féminisme, les luttes immigrées. On disait : on verra après, quand on aura tout aboli. Ça, automatiquement... [P : Front prioritaire et front secondaire.] Mais aujourd'hui, j'ai l'impression qu'il y a une espèce de mosaïque et chacun voit un peu midi à sa porte en disant : dans sa mosaïque, il y a la totalité qui réapparaît un petit peu, si tu veux. C'est en luttant spécifiquement contre le racisme qu'on va effectivement transformer globalement la société qui nous entoure. La question, c'est qu'est-ce qui est commun à tout ça, qu'est-ce qui est le dénominateur commun indépendamment des spécificités et des histoires des uns et des autres. Qu'est-ce qui uni ? Et je n'ai pas le sentiment que la race soit un vecteur commun... La question sociale et la question du travail et tout ce qui peut-être entoure : l'éducation, la vie quotidienne. Indépendamment des histoires. Et j'ai aussi l'impression qu'il y a des entrepreneurs politiques qui travaillent aussi à ça et ce qui est évoqué un peu depuis tout à l'heure, c'est la question de la légitimité...

Patsy : Ben oui. Quand tu n'as pas d'horizon, que tu n'as pas de projet, tu n'as pas de ceci, tu n'as pas de cela. Il y a vraiment une influence américaine où on émonde tout, on coupe tout, cloc, cloc, cloc.... Et on fait des petites cases avec les gens. Il faudrait le documenter, c'est notamment la question autour du genre. LGBTQI++ machin truc. Et puis si vous regardez, aux États-Unis, on se dit pansexuel, il y a toute une déclinaison. Et les gens... Vous savez qu'aux États-Unis, il y a un dictionnaire des maladies mentales. En cinquante ans, il a multiplié par cinquante son nombre de pages. Cette folie classificatoire. Quand on fréquente un peu le milieu LGBT, on sait bien que les relations sont extrêmement tendues. Les lesbiennes qui ne veulent pas travailler avec les trans, les trans qui ne veulent pas... C'est extrêmement compliqué. Mais il y a le besoin d'une réassurance autour d'une identité, quand bien même cette identité, elle se décline de telle façon qu'il ne reste plus qu'un noyau. Mais c'est un noyau hyper-rassurant. Mais il y a une dimension qui est liée certainement à la volonté de l'individu d'être un individu un peu singulier, un peu ceci, un peu cela,

très fort. Sa volonté de ne pas se noyer dans une masse trop grande dans laquelle il perdrait peut-être une partie de son âme, ou il aurait le sentiment de perdre une partie de son âme. Je crois qu'il y a ça. Il y a plein de dimensions, en fait.

Pourquoi ces questions-là apparaissent aujourd'hui et pas dans les années 40 – 50 – 60 ? Je pense que dans les années 40 – 50 – 60, il y avait des forces collectives, syndicales, politiques, qui faisaient que les gens « trouvaient à s'incarner » dans quelque chose de fort et de puissant et qui avaient un projet, une espérance. Aujourd'hui, comme il n'y a plus ça, les gens fouillent en eux et voient ce qui leur tient le plus à cœur : leur identité sexuelle, leur origine ethnique, etc. Et malheureusement assez peu aujourd'hui leur situation sociale. Mais, à un moment donné, la question sociale, même si toutes les questions sont sociales... mais la question de l'identité professionnelle, socio-professionnelle, elle va redevenir hégémonique. Puisqu'on va dans un monde où, globalement, il y a 20 % de la population qui est dans la misère, la précarité, le précaire, 30 % - 40 % de gens qui sont à la limite et qui ont peur de perdre leur petit statut. Et puis, pour une petite masse de bourgeois, moyens et petits, et puis de grands bourgeois. Donc, ça va éclater à un moment donné. Je pense. Mais c'est vrai que c'est compliqué.

En fait, tout ça, c'est dans la tête des gens. C'est difficile de faire de l'introspection. Pourquoi un jeune va se définir plutôt : « *Moi, je suis arabe.* » plutôt « *Je suis du quartier, d'un quartier défavorisé, mes parents sont au chômage.* » Pourquoi ? Il faudrait... moi, je pense qu'il y a le côté réassurance, il y a le côté un peu bravache. C'est un peu les noirs américains qui vont s'appeler entre eux *niggers*, ou les homos qui s'appellent entre eux *pédés*. On retourne le stigmatisé et on en fait quelque chose de positif et de valorisant. « *Ben oui, je suis un nègre.* »

Question : Je suis tombé sur un livre. Je ne l'ai pas encore lu mais en traînant dans une librairie à Saint Nazaire et j'avais vu le film « *Pride* » sur la grève des mineurs avec l'association, effectivement, du mouvement gay et lesbien. Il y a une doctorante angevine et le livre s'appelle « *Lesbiennes et gays au charbon* »¹². Je pense voir ce que ça donne et peut-être l'inviter. Effectivement, on est dans les années 1980 sous Thatcher. Ça n'a sûrement pas été angélique, simple.

Patsy : Le film est bien. Si le film correspond à la réalité et n'est pas trop romancé, c'est très révélateur. Comment dans un milieu ouvrier traditionnel, conservateur, etc., les homosexuels peuvent intervenir, peuvent être solidaires, avec leur singularité, leur mode de vie exubérant, très urbains. C'est bien, au moins.

Question : Qu'est ce qui fait communauté politique ? [P : c'est le souffle !] Dans d'autres situations, où, effectivement, on est séparés, chacun dans ses cases. « *Moi, je suis plus opprimé que toi. Moi, j'ai plus de privilèges.* »

¹²*Lesbiennes et gays au charbon. Solidarités avec les mineurs britanniques en grève, 1984-1985*, Marie Cabadi, Éditions EHESS.

« De 1984 à 1985, le Royaume-Uni est secoué par un violent conflit social qui oppose le syndicat des mineurs à son employeur public, et dont la mémoire est toujours vive outre-Manche. Ce livre examine les liens forts de solidarité noués entre communautés minières en grève au Pays de Galles et groupes de militant-es gays et lesbiennes londonien-nes, en interrogeant les rapports de genre et les sociabilités en jeu dans ces rencontres. Loin d'être « improbables », Marie Cabadi montre que ces soutiens à la grève s'inscrivaient en réalité dans l'histoire longue des convergences entre mouvements ouvriers, mouvements LGBT et féminisme pacifiste. L'histoire du groupe Lesbians and Gays Support the Miners, redécouverte par le grand public à la sortie du film *Pride* (2014), explore ainsi une facette de ce moment central de l'histoire britannique récente. »

Patsy : Oui, parce que il n'y a rien de figé. C'est des questions de bienveillance d'un côté comme de l'autre, autour d'une revendication et d'un projet politique. Sans nier les singularités de chacun et ce qu'il a envie de mettre en avant.

Question : Tu dis : « *le rôle d'un militant, c'est de rassembler les gens pour un projet politique sans nier leurs identités* ». Meyerson dit, de son côté : « *les conséquences sont multiples mais la cause est unique.* »

Pourquoi on préfère se dire, femme, jeune ou immigré ? La cause unique de ces oppressions, c'est l'État. Mais c'est tellement monstrueux. Comment s'attaquer à l'État. ? Il y a plein de gens qui se sont cassé le nez. Maintenant, l'État est hyper répressif.

On se définit comme noir, femme, jeune ou immigré pour se détourner de ce problème hyper angoissant qui nous impuissante. Cette idée de rassembler des gens autour d'un projet politique, c'est dire que c'est l'État qui est le déterminant commun.

Tu disais à propos de l'Iran : « *le nationalisme crée la nation en réécrivant l'histoire* ». J'ai trois idées en tête : les identitaires bretons qui réécrivent l'histoire pour créer une identité régionaliste. Il y a Mayotte, en ce moment, où l'État a réécrit l'histoire en disant qu'il y a des bandes de criminels comoriens qui terrorisent les pauvres français mahorais, alors que même l'ONU ne reconnaît pas Mayotte comme un département français, mais comme une île comorienne. Troisième exemple : à propos de la réécriture de l'histoire, un truc qui est très actuel, les gens qui ont été dominants sur la ZAD de NDDL, qui sont actifs dans le mouvement des soulèvements de la terre. Ils ont réécrit l'histoire, en disant NDDL a été une victoire et c'est nous qui avons construit cette victoire et qui essayent de rassembler les gens pour un projet politique et qui réécrivent l'histoire. Dans ces trois exemples, on voit des groupes qui essayent de rassembler des gens pour un projet politique en réécrivant l'histoire.

Patsy : C'est Gellner¹³ qui dit : « Le nationalisme crée les nations. » A un moment donné, les nationalistes vont dire : « *Voilà pour nous qui doit faire partie de la communauté nationale.* » Par exemple, les iraniens ont dit : « *c'est un persan qui parle le vrai persan.* » On va donc virer tous les apports turcs ou arabes. C'est comme si aujourd'hui on disait : « *le vrai français, c'est celui qui est né à la Roche sur Yon comme moi.* » On crée la nation. Il y a des gens qui passent leur temps à faire ça. Zemmour et d'autres passent leur temps à dire que, dans la communauté nationale, il y a des gens qui sont à leur place et d'autres qui ne sont pas à leur place.

Sur les bretons : la langue bretonne a été « figée » à la fin du 19^{ème}, au début du 20^{ème}. Comme il y avait beaucoup de types de parlers bretons, on en a choisi un. On a fait une langue unique. On a viré les gallos. Et on dit ; la langue bretonne, c'est ça. Non, la langue bretonne était multiple et plurielle. Mais pour le besoin de la cause, on réduit la langue à ce qui serait la vraie langue. C'est un choix politique, idéologique. On réinvente un drapeau. On peut tout réinventer.

Edward. P. Thompson, célèbre historien anglais, a écrit un bouquin « *L'invention de la tradition* »¹⁴, où il rappelle que le kilt n'est absolument pas écossais. Mais ça n'a rien à voir. Au bout d'un moment, on a décrété que le kilt serait écossais et on en a fait le symbole de l'Écosse. C'est une construction sociale et historique.

Mayotte est un exemple intéressant en termes de construction d'une sorte d'identité. On sait que tous les habitants sont comoriens. En 1976, la France a organisé un référendum. Une partie des Comores, Mayotte, une partie des mahorais a décidé de rester français. Depuis des décennies, d'autres mahorais qui vivaient sur les autres îles ont décidé de venir sur Mayotte, parce que c'est

¹³https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1991_num_32_4_4089

¹⁴Note des clavistes : le livre portant ce titre a été écrit par Eric Hobsbawm et Terence Ranger en 1983 et publié par les Éditions Amsterdam en 2006.

encore plus la misère sur les autres îles. Là, on est en train d'expulser des gens qu'on est obligé d'appeler étrangers. Mais au regard de quoi ? Au regard de la carte d'identité, pas au regard de l'origine ou de ceci ou de cela... Beaucoup de mahorais de Mayotte aujourd'hui ne se sentent plus comoriens. Ils ont intérêt à se sentir français. Parce que c'est leur avenir social qui est en jeu. C'est parce qu'ils se définissent comme français qu'ils peuvent justifier moralement le fait qu'on expulse des gens comme eux, qui ont la même origine.

Il serait intéressant de voir comment cela se goupille. Qui porte, à Mayotte, le discours anti-étranger ? Quand on sait que la misère sociale touche 50 à 60% des gens qui habitent là-bas, cela veut dire qu'au sein de la population française mahoraise, une partie s'en sort socialement, petite classe moyenne, les commerçants. Ils ont, eux, intérêt à ce que des gens soient expulsés. Et il y a ceux qui sont dans la misère et qui, globalement, partagent les mêmes bidonvilles avec les migrants. Les médias nous renvoient une image d'une communauté soudée pour expulser les autres. Je pense que, socialement, c'est beaucoup plus clivé. Mais on ne le sait pas. Il faudrait aller là-bas, faire des recherches. Sur Médiapart, un chercheur a été interviewé. Il dit : sur le terrain, il y a des squatteurs... qui payent des loyers... Cela veut dire qu'il y a des mahorais de nationalité française qui s'enrichissent sur le dos de pauvres gens. Il y a une identité qui va émerger : une identité comoro-mahoro-française. Parce que cela se construit.

En 1991, on avait monté un collectif « groupe de résistance et d'opposition à la guerre ». Il y avait eu des débats sur : est-ce qu'il peut exister une identité nationale au Koweït ? Dans l'extrême gauche anti-impérialiste classique, le Koweït n'a pas d'identité nationale, c'est un confetti créé par l'impérialisme, bla bla, bla bla. Oui, d'accord. Mais le koweïti s'en fout de vivre sur un confetti. Même si son identité n'a que 40 ou 50 ans, il a droit de dire : moi, je suis koweïti. Les identités nationales se créent dans des contextes très différents, et tu es obligé de 'dealer' avec ça. Ça se crée, ça émerge, ça a plus ou moins de consistance, mais ça s'impose comme sujet politique.

La ZAD !... C'est compliqué. Quel bordel ! Mais c'est très révélateur. Comment faire vivre sur un territoire de lutte des gens aussi différents (les végétariens, les végétaliens, les crudivoristes, et les paysans de longue date, ceux de moins longue date...), avec un foisonnement d'initiatives extrêmement fort, très désarmant pour beaucoup. Et puis, il faut le reconnaître, il y a un petit groupe, qui lui fait de la politique. Mais de la politique au sens stratégique. Ils ont un Appel. Ils savent où ils vont, alors que les autres, non. Ils ne savent pas où ils vont. Il y a eu des violences faites aux femmes, ou des violences contre les opposants. Quand il y a une lutte forte comme ça, qui est légitime pour en parler ?

Je travaille dans un centre d'archives. On a été interpellé par des gens de l'ACIPA au sujet des archives. Ils se demandaient où allaient finir les archives de l'ACIPA. Ils ont aussi été voir les archives départementales. Les archives départementales nous ont fait dire ensuite : « *vous n'avez pas intérêt à les prendre !* » Ce sont des archives stratégiques. Il est important qu'elles restent dans les archives publiques. L'ACIPA a fait le choix des archives publiques. Ils se sentaient les porteurs de l'histoire d'une certaine façon officielle : « *voilà comme la lutte s'est menée depuis notre regard* ». Et d'un autre côté, des copains qui tournaient sur la ZAD ou autour disaient : « *nous, on se bat pour que ces archives-là ne soient pas captées par un groupe de gens qui en soient les propriétaires et qui, ensuite, veulent développer un projet d'histoire à partir d'elles.* » Ils étaient sur une dimension plus ouverte. C'est classique. Dans chaque lutte sociale, c'est une lutte pour l'hégémonie, y compris sur le terrain historique.

Question : Du coup, ce sont les dominants qui écrivent l'histoire. Et celle des dominés, où est-ce qu'on la trouve ?

Patsy : Tu peux la trouver au Centre d'Histoire du Travail. Mais ce sont des dominants des dominés, pour reprendre ta remarque. Quand on publie des livres, sur l'histoire sociale, c'est souvent des anciens dirigeants syndicaux, d'anciens leaders. Qui parlent ? J'ai un vieux copain sociologue, Jean-Noël Retière, qui aimerait faire une histoire de mai 68 par ceux qui ne disent rien. Quand il y a une lutte sociale, il y a des gens qui parlent, qui ont le courage de parler, qui affirment des choses, et il y a des gens qui se taisent. Le problème, c'est comment faire parler les gens qui se taisent et comment faire entendre la voix des gens qui ne veulent pas s'exprimer là-dessus... Pendant longtemps, les femmes n'ont pas eu d'histoire, parce qu'elles ne se sentaient pas légitimes à s'exprimer. Mais une fois que la porte s'ouvre... Il y a Yamina Benguigui qui avait fait il y a vingt ans un documentaire sur la mémoire de l'immigration¹⁵. Elle avait interviewé au début que des hommes mais après des femmes. Elle a ouvert une porte. Son documentaire, cela donnait la parole à des gens qui s'étaient tus. Auxquels on n'avait pas tendu un micro, soyons clair. Il y a des trésors d'appréhension du monde qui disparaissent, parce qu'on ne les sollicite pas.

Le travail c'est que chacun ait le droit à la parole, que chacun puisse s'exprimer et même de pousser chacun à s'exprimer. Je le dis à mes camarades ouvrières : « *si vous ne voulez pas parler, c'est un couillon comme moi qui va faire votre histoire. Prenez-vous en charge !* » L'histoire, c'est un enjeu.

Question : Tu as dit : « *A la ZAD, concrètement, il y a des gens qui font de la politique, ils ont un projet, parce qu'ils savent où ils vont. Les autres ne savent pas où ils vont* ». Je pense que c'est un peu vrai. Il y a eu de ça. Je me demande s'il n'y a pas de ça un peu constamment. Quand on regarde ceux qui restent sur la ZAD (je ne parle pas de la Grèce ou de la zone de l'Est qui sont maintenus par la préfecture pour maintenir des zones de conflits internes, et ils restent parce qu'ils n'ont pas beaucoup d'autres choix). Autrement, ceux qui restent ce sont ceux qui ont des moyens de production. Concrètement c'est des tracteurs, des fermes, une meunerie, des champs ; et des moyens de production intellectuels. Ils ont des universitaires, des éditeurs, des libraires, et même des imprimeries, en République Tchèque avec le SMIC au deux tiers d'ici. Concrètement. Ils ont des moyens financiers, intellectuels pour imprimer des bouquins et les diffuser en plusieurs langues. J'étais sur la ZAD. La question, c'est pourquoi on ne part pas avec les moyens de production, avec le four mobile ? On ne va pas au bout. Je suis un peu d'accord avec toi, ça manque de projet.

La question centrale est que tu as un projet politique parce que tu à les moyens de montrer à l'État que tu as les moyens de rester, de produire et d'être validé en tant qu'acteur économique rentable. C'est comme ça que cela se passe concrètement.

Patsy : Il y a une autre dimension. Pendant la durée de la lutte forte, ils montent un projet économique, mais très, très marginal. Les gens vieillissent. Si tu vois que tu peux assurer un petit marché à ta production de bière et que cela peut t'assurer un petit salaire, même minable, ce n'est pas grave. Du coup, quand le reflux de la lutte arrive, tu te recentre sur ton projet personnel. La lutte, c'est épuisant, au bout d'un moment.

J'ai connu ça dans les milieux libertaires. Les réunions commencent à 20h00. A 23h30, elles continuent, mais il n'y a plus un seul ouvrier, plus un seul travailleur : « *je suis désolé, je me lève à 7* » ! Les étudiants qui disent : « *c'est bon, on peut continuer à causer* » ! Et y a l'autre qui arrive une heure et demie en retard et qui dit : « *j'aimerais bien qu'on discute du point...* »

A un moment donné, t'es fatigué. Tu as un projet économique et tu te recentres sur ta vie. J'ai discuté avec des gars de la Confédération Paysanne. Ils sont très mal à l'aise avec les nouveaux paysans, proches ou membres de la Conf'. Pourquoi ? Parce que ces gens-là, ils sont à la Conf' mais ils défendent leur projet personnel. Du lait bio, de la viande bio avec vente directe. Beaucoup d'exigences sur leur projet. C'est leur projet. Parce que c'est leur identité qu'ils jouent là. Par contre ils sont totalement en retrait sur les combats classiques, basiques, syndicaux : les revenus liés au

¹⁵<https://www.youtube.com/watch?v=FJ4SiczTONs>

prix du lait, au prix de la viande. Ils sont dans la Conf' mais ce qui les porte, c'est la volonté de réussir leur projet plutôt que les intérêts collectifs et la défense des intérêts globaux qui peuvent être en désaccord avec tes projets personnels (comme les anciens Paysans travailleurs). Quand tu es dans un collectif, il faut accepter de te rogner (pas de te renier !). Tu ne peux pas attendre que le collectif soit à ta solde, parce que le collectif, il est plus large.

Sur la ZAD, en effet, ils font de la politique. Ils ont des réseaux. Ils ne viennent pas de la cité ouvrière de la Roche sur Yon. C'est que des fils de bourgeois. Je les ai vu parce que certains venaient au CHT. On sait bien qu'ils ont fait IEP, des études supérieures. On sait bien qu'il y a les parents qui sont derrière. On sait bien que dans cinq ans, ils rentreront dans le moule et feront carrière dans l'université, comme l'ont fait jadis les établis. Ils font de la politique en ce sens qu'ils sont capables de s'organiser. Les méthodes, c'est autre chose. Je ne les ai pas vécues.

Ils m'ont invité à venir faire une conférence sur Mai 68. Ils m'en ont un peu voulu par la suite, parce que j'avais dit qu'il fallait arrêter de fantasmer l'amour ouvrier et paysan. Le côté : Mai 68, tout le monde s'aimait... Non, c'était extrêmement tendu.

Question : Je n'ai pas envie de faire de la religion une obsession. Mais c'est de plus en plus présent. Médiatiquement surtout. Tu as dit qu'à Talbot, c'est le patronat qui a ouvert les salles de prières, parce que cela pacifiait, au moins ils ne se révoltaient pas. La question de la religion est toujours réactualisée, elle se renouvelle. Sarkozy avec le CCIF, l'État qui finance les mosquées. Je ne suis pas tellement surpris. Il y a un intérêt à capter les masses à travers la religion, à passer des accords avec les dirigeants religieux.

Comment on fait, quand dans nos milieux, il y a des positions complètement acritiques vis-à-vis de la religion. Il ne s'agit pas de pointer des personnes qui croient. Mais il y a un système... Les porte-paroles du PIR disent : la parole des opprimés est d'or. C'est leur parole, pas la nôtre. On n'est pas stigmatisés ; on ne peut pas se positionner, etc. Cela prend une place telle qu'ils sont présents dans les manifs antiracistes... C'est parfois des détails, dans des chansons. Au lieu de « je ne veux pas de maître, je ne veux pas de dieu », cela devient « je ne veux pas de maître, je veux choisir mon dieu »... Le changement de paroles est revendiqué pour s'adapter au public, sans même expliquer la version d'origine. Il y a une acceptation de ça, assez latente. Cela me questionne. Quand tu te retrouves à travailler, fréquenter, vivre ou militer, avec des personnes qui n'ont pas les mêmes origines, ces questions ne sont pas centrales. C'est pas qu'elles s'effacent. Elles existent. Mais ce n'est pas ça qui est central. Mais cela devient central. Cela prend une place qui n'est plus simplement au niveau de l'État, des patrons. Je vois de plus en plus d'ami-es qui disent : ce n'est pas à nous de prendre position, on accompagne, on se tait ou on défend. Je suis perdu parce qu'on n'a pas commencé à lutter avec ça, mais contre ! Pas contre l'islam en particulier, mais contre le fait que les religions doivent s'immiscer dans nos vies, dans nos luttes.

J'ai bossé à Redon dans une boîte. Quand je suis parti, on est allé boire un pot. Ils parlaient tous de Momo (Mohammed) qui était parti à la retraite un an avant. Super pote, super collègue, presque un frère. Ils ont passé des dizaines d'années ensemble. Et à ce pot, sur les arabes, j'ai entendu tout le discours de TF1. Sur les autres arabes qu'on ne connaît pas, c'est un véritable déversoir. Cela pose ces questions-là...

Patsy : Camillo Berneri a écrit : « *le prolétariat ne se nourrit pas de curé.* »¹⁶ Il écrivait ce texte dans les années 1920. C'est bien, le combat anticlérical. Mais être à fond tout le temps, si on veut s'aliéner les masses qui croient, c'est pas le bon truc. Quand je militais au Gasprom, autour de l'immigration, il y a des courants cathos de gauche, des gens très religieux, etc. Tu fais avec, parce que l'important c'est la lutte, pas de savoir s'ils sont religieux ou pas. On avait monté un collectif

¹⁶<https://www.socialisme-libertaire.fr/2020/06/le-proletariat-ne-se-nourrit-pas-de-cures.html>

quand un jeune Zamani Dermi¹⁷ avait trouvé la mort, on va dire s'était suicidé à la prison de Nantes, au début des années 1990. Pour connaître la vérité. Le MIB était descendu de Paris pour nous aider, et des gens très religieux. Ils sont venus à une réunion, ils ne sont plus revenus. Ils ont aidé la famille. Mais ils ont senti qu'il n'y avait pas d'espace pour eux, à l'époque. Le combat était politique : justice de classe, violence policière, les mensonges de l'institution. Et là-dessus, ils n'étaient pas à l'aise. J'ai perdu le fil...

Quand tu milites dans des collectifs, il y a un effet de culpabilisation. Parce que tu viens d'un peuple du dessous-dessous, que tu as beaucoup souffert, il faudrait... Ce sont les trotskistes anglais (social worker party) qui disaient : avec les islamistes peut-être mais jamais avec les bourgeois... C'est stupide. Tu mets sur un pinacle le prolétaire, le machin de façon acritique. Non. L'ouvrier qui raconte des conneries, il faut débattre avec lui et dire en quoi c'est une connerie. On a toujours tendance, dans les milieux révolutionnaires à chercher LE sujet historique, LE prolétariat. Maintenant, ce serait Le prolétaire issu de... Mais c'est une erreur. Il faut arriver à fédérer des gens autour d'objectifs précis, un projet politique concret. Mais on sait qu'on n'est pas tous des clones. Si ces singularités, qui ont un sens politique très profond, peuvent s'intégrer à la lutte, il faut le mettre en avant. Si au cours d'une lutte dans une boîte, on s'aperçoit qu'il y a des gens d'origine étrangère qui sont discriminés, évidemment qu'il faut faire rentrer cette discrimination dans la lutte. On sait que pour fracturer le groupe ouvrier, on va stigmatiser ça ou ça. Il faut être décomplexé par rapport à ça. On a une vision des gens religieux... on s'attend toujours à ce qu'ils soient intégristes. Il y a plein de gens qui ont un rapport plutôt très décomplexé à la religion. Ils vont faire le ramadan, mais leur femme n'est pas voilée, et ils peuvent aller boire un muscadet avec des potes.

Pour Proudhon, il fige les choses : la religion ne peut exister que comme religion de combat. Alors que non. Il y a plein de religieux qui ne sont pas des religieux de combat. On connaît tous des gens qui n'ont jamais mis les pieds à l'église, mais qui vont se marier à l'église, parce que c'est la coutume, pour ne pas fâcher mamie. Il n'y a pas de vote musulman en France. Si les musulmans votent à gauche, globalement, c'est parce qu'ils font partie des classes populaires. Et que la gauche, pour eux, représente les classes populaires. Ils ne se définissent pas par leur identité musulmane, cela ne veut rien dire pour eux. Il n'y a pas de vote musulman. Il faut complètement relativiser. Il n'y a pas que des relations super fortes à la religion.

Question : La question est plus : quelle attitude avoir vis-à-vis de militants comme nous, et non vis-à-vis de gens religieux ? Ces militants nous disent : tu n'as pas à critiquer l'imam qui dit : « *ce jeune est mort* (accidenté dans une fuite devant la police), *c'est la volonté de dieu. Il faut l'accepter.* » Ce n'est pas ta religion, tu n'as rien à dire.

Patsy : Il y a des gens qui disent ça ? Vraiment ? Je ne vois pas ce qui serait au-delà de toute critique. Les musulmans entre eux passent leur temps à critiquer. S'il y a une grande richesse dans l'Islam, c'est que depuis le 7^{ème} siècle, il y a toujours eu des écoles différentes qui ont appréhendé les choses de manières différentes. Il y a eu une école littéraliste qui s'appuie sur le Texte. Il y a même des féministes qui se disent islamistes, qui pensent qu'on peut avoir une lecture féministe du coran. Voir une émission sur France Culture qui s'appelle « Questions d'Islam ». Je vous la conseille, c'est un vrai bonheur. Il devrait y avoir des cours d'histoire religieuse dans les bahuts pour comprendre comment les religions se construisent. C'est une blague... mais cela serait utile. L'Islam est multiple et les musulmans sont les premiers à le critiquer. Les gens évoluent aussi.

On a tous connu, dans les milieux libertaires les « plus radicaux que moi, tu meurs » : jamais je bosserai, moi ! Ces gens-là finissent par disparaître. Ils se mettent à bosser et n'ont plus le temps de militer.

¹⁷<https://www.dailymotion.com/video/x4eaoq>

Il faut leur dire que la critique de l'islam est nécessaire. C'est même la base de toute religion. C'est comme les débats sur l'excision. Ce sont des coutumes ancestrales, il ne faut pas critiquer. Non. Au contraire. On peut critiquer notre système (la gestion des vieux ou des handicaps mentaux), comme celui des autres.

Question : Tu proposes de réintroduire de la complexité pour troubler ces catégories-là. D'un autre côté, il y a tout un contexte social et politique qui impliquerait de mettre des forces en mouvement qui soit extrêmement cohérentes, fortes d'une certaine manière. D'un côté, il faudrait voir toutes ces catégories comme mouvantes, fragiles, fragmentées. C'est important de mettre de la complexité dans les choses. Mais en face c'est terrible ce qui nous arrive. On aimerait voir des bataillons bien forts et disciplinés.

Patsy : Est-ce qu'on avait des bataillons forts et disciplinés en 68, et après. Tu avais des trotskystes, des maoïstes, des anars. Dix familles de trotskistes. Et on « allait au combat ».

Question : Mais ils y allaient aussi entre eux à coup de barres de fer...

Patsy : Oui ! Il faut ramener de la complexité. Et si quelqu'un dit : il ne faut pas critiquer l'islam, il faut lui demander : lequel ? Les chiites, les sunnites, etc... Lesquels ? Soit la personne est au courant et elle va dire : je pense que... ou elle va se taire. Elle aura fait d'un monde d'une complexité folle un petit truc connu sous le nom d'islam. Cela ne veut rien dire.

Il faut accepter la pluralité. Pour le mouvement des retraites, je défile ; il y a la CGT, la CFDT, la CFTC, etc... On est extrêmement divers. On n'a pas de projet commun. Mais on a une lutte, un objectif. C'est déjà ça.

Je plaide pour la complexité. C'est par respect des gens. Ce qui m'énerve au plus haut point c'est quand on parle de la politique des pays anciennement colonisés. On ramène toujours la *Françafrique*, etc. Cela nie la capacité des africains d'aujourd'hui à avoir une pensée politique autonome. On les pense toujours marionnettes de quelque chose. C'est tragique. On nie leur intelligibilité. Ils seraient toujours le jeu de puissances supérieures. Non. Les africains font leur propre histoire dans des conditions qu'ils n'ont pas choisies. Mais comme n'importe qui. Avec le poids de 200 ans de domination étrangère. Ils font leur propre histoire. On n'a pas à les prendre par l'épaule en disant : « *ce sont des dominés des dominés, etc.* » C'est pour ça que le côté anti-impérialisme avec les gros pieds, ça me fatigue. Cela nous empêche de voir que tous les « peuples » entre guillemets sont politiques, ils font des choix. C'est Marx qui disait ça : les peuples font leur propre histoire mais pas dans des conditions qu'ils ont choisi. Ça, c'est fondamental.

Quand les iraniens font la révolution, Khomeini est soutenu par toute la gauche anti-impérialiste (qui se disait qu'il pouvait y avoir une lecture socialiste et révolutionnaire de l'islam chiite), y compris les féministes iraniennes, qui décident de porter le voile, par anti-américanisme. C'est notre identité, on n'a pas à se faire imposer...

En Algérie, des femmes revendiquent de porter le voile, parce qu'elles se disent soumises à dieu, mais pas aux hommes. « Le voile, c'est mon émancipation, c'est moi qui le choisis. Je me coupe des dominations les plus proches, celles du père et de la famille ». Est-ce que ces filles étaient folles ? Le port du voile est beaucoup plus complexe que dire c'est sur injonction du père et du frère.

Les mollahs, il y a vingt ans étaient critiqués dans leur gestions diverses. C'est plus complexe qu'une dictature. Il y avait une vraie vie. Maintenant avec internet, les yeux s'ouvrent. La contestation sociale, le mouvement féministe apparaissent dans des endroits (hors université, hors grandes villes) où ils n'apparaissaient pas il y a trente ans.

Les gens font propre leur vie, avec leurs armes. Et avec leurs limites. Mais ils font leur vie.
... C'était un plaisir. C'est un peu brouillon je trouve, quand même.

